

Cahier de presse



10 juin 2026

Ce cahier de presse trouve sa genèse dans la campagne que mène l'AIEQ pour sa survie depuis le mois de décembre 2025, lorsque le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) a effectué une première coupure du budget de l'AIEQ en ne lui versant pas la somme de 75 000\$ de sa subvention pour l'année 2025-2026 selon l'entente triennale entre le MRIF, le Fonds de recherche du Québec (FRQ) et l'AIEQ 2024-2027.

En réaction à cette première coupure, des partenaires de l'AIEQ à l'international et au Québec, des personnalités politiques, des écrivains, des professeurs et des étudiants ont adressé, en février et mars 2026, des lettres au Premier Ministre du Québec François Legault et au ministre des Relations internationales Christopher Skeete dans l'espoir que l'AIEQ puisse récupérer ce financement. Des articles de journaux ont aussi dénoncé cette coupure.

Malheureusement, le 13 avril 2026, le ministre Christopher Skeete a résilié entièrement la Convention d'aide financière 2024-2027. De plus, le MRIF a mis fin à l'Entente de prêt de services qu'il avait avec l'AIEQ, la privant ainsi du poste de direction générale, à partir du 4 juin 2026. À cette date, l'AIEQ devra aussi quitter les locaux qu'elle occupe au 900, boulevard René-Lévesque Est, qui lui sont actuellement prêtés par le MRIF.

Devant cette décision brutale au délai très court, l'AIEQ a décidé de rendre publiques les lettres, articles et chroniques parus dans les médias pour sensibiliser les instances publiques, sociales et culturelles du Québec quant à la mission de l'AIEQ et aux conséquences déplorables qu'entraînerait sa fermeture.

Vous trouverez davantage d'informations dans le communiqué de presse qui suit.

Claude Hauser



Président de l'AIEQ

MISE À MORT DE L'AIEQ UN COUP DUR POUR LE RAYONNEMENT DU QUÉBEC

Québec, le 20 avril 2026 – L'Association internationale des études québécoises (AIEQ), fondée en 1997 pour appuyer le rayonnement du Québec à l'étranger, sera contrainte de cesser définitivement ses activités au plus tard le 4 juin 2026, à la suite de la décision du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) de mettre fin au soutien financier qu'il lui accordait depuis près de trente ans. Depuis sa création, l'AIEQ anime un réseau international d'universitaires spécialisés en études québécoises. Ce réseau, reconnu pour sa crédibilité et son autonomie à l'égard du gouvernement, constitue un outil central de diplomatie d'influence, conforme aux orientations inscrites dans la loi du MRIF.

Sans le soutien du MRIF, l'AIEQ ne pourra plus aider ses membres à préparer les activités académiques servant à mieux faire connaître le Québec. Elle ne pourra plus offrir les bourses destinées à former la relève en études québécoises. Elle ne pourra plus garder les bureaux où son siège social est établi. Elle ne pourra plus faire la promotion de l'outil pédagogique *Le Québec : connais-tu?* qu'elle a mis à jour récemment avec le soutien financier du ministère de la Langue française et qu'elle met à la disposition des milliers d'enseignants de français langue étrangère intéressés à faire découvrir le Québec à leurs milliers d'étudiants. Elle ne pourra plus avoir à son service comme Directeur général un employé prêté par le MRIF. Enfin, elle ne pourra pas continuer à organiser, avec l'appui du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), les tournées internationales dont peuvent bénéficier les auteurs et créateurs québécois.

De manière à économiser tout au plus 285 000 \$, le MRIF est prêt à faire disparaître un organisme dont la contribution au rayonnement international du Québec est inestimable. Les professeurs et chercheurs qui s'engagent dans l'AIEQ le font bénévolement. Le Québec et le MRIF bénéficient ainsi d'un réseau efficace et précieux. Cette contribution rapporte, car pour chaque dollar investi par le MRIF, près de 25 dollars sont mobilisés par les institutions étrangères partenaires. Quant aux coûts des tournées d'auteurs et de réalisateurs, ils sont assumés à 75% par les établissements étrangers hôtes. Plusieurs anciens ministres ont dénoncé cette décision. Jean François Lisée, ministre du MRIF de 2012 à 2014, l'a qualifiée d'« absurde et contreproductive ». Christine Saint Pierre, ministre de 2014 à 2018, estime que cette décision mine « la diplomatie d'influence inscrite dans la loi même du MRIF ». Pour sa part, l'écrivain et journaliste Michel Jean, l'un des bénéficiaires d'une tournée internationale, a écrit ceci : « En coupant les ailes d'un acteur important pour la diffusion de la culture québécoise comme l'AIEQ, le Québec renonce à croire en lui-même. »

L'AIEQ demande donc respectueusement au MRIF de renouveler pour une période minimale de trois ans le soutien qu'il lui a toujours accordé. Elle invite les personnes qui souhaitent l'appuyer à signer la pétition en ligne à l'adresse suivante :
<https://www.change.org/>

-30-

Source : Martin Pâquet, vice-président aux affaires administratives et secrétaire-trésorier.
Martin.Paquet@hst.ulaval.ca

900, boulevard René-Lévesque Est, 8e étage, bureau 830, Québec (Québec), G1R 2B5. Tél. : 418-528-7560

Écrivez-nous à accueil@aieq.qc.ca

Pour nous suivre : www.aieq.qc.ca - www.facebook.com/aieq.qc.ca - www.linkedin.com/aieq

L'AIEQ en bref



Un outil de diplomatie publique qui s'appuie sur un réseau international de professeurs, chercheurs et étudiants issus de multiples disciplines, répartis à travers le monde et qui se consacrent à l'étude du Québec;



Un acteur de la francophonie, par l'entremise de son programme de formation de formateurs en français langue étrangère ou français langue seconde;



Un partenaire stratégique dans le domaine de la découvrabilité des contenus scientifiques et culturels, notamment par l'entremise de ses collaborations avec l'Acfas, les webinaires, balados ou capsules vidéo réalisés au sein de son réseau, ainsi que l'outil pédagogique numérique « Le Québec, connais-tu ? » destiné aux apprenants de français partout dans le monde;



Une vitrine pour les auteurs et autrices, réalisateurs et réalisatrices du Québec à l'échelle internationale, par l'entremise de son programme de tournées hors-Québec, des balados ainsi que des capsules vidéo portant sur la littérature québécoise;



Un réseau international d'information sur les activités scientifiques portant sur le Québec à travers le monde : infolettre mensuelle, Facebook, LinkedIn et Twitter;



Un tremplin pour les chercheurs de la relève en études québécoises, notamment par l'entremise de bourses de mobilité et de recherche;



Une source de soutien financier pour les universitaires qui présentent des communications portant sur le Québec lors de colloques internationaux.

RÉSOLUTION

Assemblée générale extraordinaire

Association internationale des études québécoises

Adoptée à l'unanimité par les membres présents, le vendredi 15 mai 2026

- ◆ Attendu que l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), active depuis 30 ans et actuellement présente dans plus de 40 pays, se trouve dans une situation critique à la suite des décisions successives du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) de couper la moitié de son budget de fonctionnement pour l'année 2025-2026 en décembre 2025, puis le 13 avril 2026, de résilier unilatéralement sa Convention d'aide financière triennale (du 5 juillet 2024 jusqu'en 2027) qui liait le MRIF, le Fonds de recherche du Québec (FRQ) et l'AIEQ; une telle décision était assortie de la fin du contrat de prêt de services de notre directrice générale, Mme Suela Sefa, en date du 4 juin 2026, ainsi que la remise des clés de notre bureau à la même date;
- ◆ Attendu que ces prises de décisions brutales et unilatérales condamnent sciemment l'AIEQ;
- ◆ Attendu que l'AIEQ constitue, depuis trois décennies, un outil de diplomatie publique qui s'appuie sur un réseau international de personnes professeures, chercheuses et étudiantes issues de multiples disciplines, réparties à travers le monde, et qui se consacrent à l'étude du Québec;
- ◆ Attendu que l'AIEQ, dans sa mission comme dans ses actions, œuvre de manière distincte et complémentaire au travail des représentations du Québec à l'étranger;
- ◆ Attendu que les membres de l'Association provenant des milieux universitaires, de l'éducation et de la culture, au Québec et dans le monde, se mobilisent depuis plusieurs semaines afin de dénoncer cette situation inacceptable qui risque à court terme de mettre fin à la seule association internationale dédiée à la promotion et au développement des études québécoises dans le monde.

Nous, membres de l'AIEQ, réunis en assemblée générale extraordinaire déclarons être :

- Reconnaissons à l'équipe de l'AIEQ pour le travail exceptionnel, indispensable et irremplaçable réalisé dans des conditions extrêmement difficiles depuis décembre dernier;
- Déterminés à poursuivre et intensifier nos actions et à faire entendre nos voix sur la place publique avec l'espoir que nos démarches permettront le plus rapidement possible une sortie de crise;
- Faisons appel à la Première Ministre du Québec, madame Christine Fréchette, afin de permettre à l'AIEQ de poursuivre ses activités dans les meilleures conditions possibles, en renouvelant la dernière entente avec le MRIF ou une entente similaire pour les trois prochaines années.

**Déclaration de Trois-Rivières
En vue de sauver l'AIEQ de sa disparition**



Communiqué de presse

<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/nouvelle-offensive-pour-empêcher-la-disparition-de-l-association-internationale-des-etudes-quebecoises-aieq--872884019.html>

Montréal, le 19 mai 2026

Nouvelle offensive pour empêcher la disparition de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ)

La Société royale du Canada et les milieux universitaires de la recherche font front commun pour réclamer le maintien et le refinancement de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ). Il s'agit aujourd'hui de protéger tout un écosystème au sein duquel le Québec occupe, grâce au soutien continu de l'AIEQ, une place enviable en recherche, en formation universitaire et en production des savoirs scientifiques. Ce qui est mis à mal, c'est le Québec à la fois comme sujet politique et comme objet d'étude alors que les nations minoritaires sont menacées d'effacement et que leur espace de liberté se rétrécit sans cesse. La disparition de l'AIEQ conduirait entre autres à l'abandon de programmes d'études, de bourses de recherche, de tournées d'auteurs et d'autrices, de chaires de recherche sur le Québec tant au Canada qu'à l'étranger et affaiblirait la production, la diffusion et l'impact des travaux en études sur le Québec. Cela va complètement à l'encontre des propos de la première ministre du Québec, Christine Fréchette, dans son discours à la tribune de l'UNESCO à Paris au cours duquel elle affirmait que la culture québécoise et francophone se doit d'être bien présente sur la scène internationale.

La présente pétition rassemble tant des responsables de centres et d'instituts de recherche, de regroupements stratégiques, de dirigeants de presses universitaires que des universitaires chevronnés ayant inscrit le Québec au cœur de leur parcours scientifique.

Déclaration de Trois-Rivières

– en vue de sauver l'AIEQ de sa disparition –

- ◆ Réunis à l'occasion du 93^e Congrès de l'ACFAS à Trois-Rivières le 15 mai 2026, les soussignés ont appris lors du Colloque consacré à la « découvrabilité des contenus culturels, médiatiques, et scientifiques » organisé par la Société royale du Canada la situation critique dans laquelle se trouve actuellement l'Association internationale des études québécoises (AIEQ). Le risque est réel de voir disparaître l'AIEQ à la suite des décisions successives du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) de couper la moitié de son budget de fonctionnement pour l'année 2025-2026 en décembre dernier et, le 13 avril 2026, de résilier unilatéralement sa Convention d'aide financière qui le liait à l'AIEQ

selon une entente tripartite (avec également le Fonds de recherche du Québec) et triennale depuis le 5 juillet 2024.

- ◆ Choqués par cette décision du MRIF qui leur apparaît à la fois brutale et incompréhensible, condamnant pratiquement cette association qui œuvre depuis près de trois décennies à la promotion des études québécoises à l'étranger et à la découvrabilité des contenus culturels, scientifiques et médiatiques qu'elle relaie dans près de 40 pays du monde au travers de son réseau, les participant.e.s au Colloque mentionné ont décidé, à l'instigation du président de séance le professeur Alain-G. Gagnon, de signer cette déclaration commune, dite « Déclaration de Trois-Rivières », pour affirmer leur soutien à l'AIEQ et demander le maintien de ses activités. D'autres participant.e.s éminents au Congrès et aux activités de l'ACFAS, émus pareillement par cette décision incompréhensible et injuste du MRIF, ont tenu à affirmer leur solidarité avec l'AIEQ en signant également cette Déclaration en leurs titres et qualités.
- ◆ Ainsi, par ce manifeste qu'ils souhaitent rendre public, les soussigné.e.s enjoignent aux responsables en charge du MRIF de revenir sur leur décision, et font appel avec vigueur et conviction à la première ministre du Québec, madame Christine Fréchette, pour qu'elle prenne les mesures indispensables à la poursuite des activités de l'Association internationale des études québécoises, dans les meilleures conditions possibles. Ceci ne pourra se faire qu'en renouvelant la dernière entente conclue avec le MRIF, ou en mettant sur pied, en concertation avec les dirigeant.e.s de l'AIEQ et ses principaux partenaires, une nouvelle entente triennale que les signataires appellent de leurs vœux.

Ont signé :

Isabelle Archambault, secrétaire du Collège de la Société Royale du Canada, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'école, le bien-être et la réussite éducative des jeunes, Université de Montréal

Françoise Baylis, présidente, Société royale du Canada

Daniel Béland, directeur, Institut d'études canadiennes (MISC), Université McGill

Éric Bélanger, co-titulaire de la Chaire de recherche du Québec sur la démocratie, le vivre-ensemble et les valeurs communes, Université McGill

Harold Bérubé, cotitulaire de la Chaire de recherche en histoire contemporaine du Québec, Université de Sherbrooke

Linda Cardinal, professeur émérite, et secrétaire internationale, Société royale du Canada, Université d'Ottawa

Aline Charles, directrice, Centre interuniversitaires d'études québécoises à l'Université Laval (CIEQ-Laval).

Marc-André Éthier, professeur de didactique à l'Université de Montréal et membre du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante.

Éric Forgues, directeur général, Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques, Université de Moncton

Alain-G. Gagnon, président sortant, Société royale du Canada, et directeur du Centre d'analyse politique : constitution-fédéralisme, Université du Québec à Montréal

Frédéric Gagnon, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis, Université du Québec à Montréal

Stéphanie Gaudet, directrice, Centre interdisciplinaire de recherche sur la citoyenneté et les minorités (CIRCEM), Université d'Ottawa

Dominic Hardy, codirecteur du Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture au Québec (CRILCQ), Université du Québec à Montréal.

Claude Hauser : président de l'AIEQ, co-directeur du Centre suisse d'études sur le Québec et la Francophonie (CEQF) et professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg (Suisse)

Mahdi Khelfaoui : co-directeur du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ), et professeur au département des sciences humaines à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Sylvie Lacombe : directrice et rédactrice de la revue *Recherches sociographiques* et professeure titulaire au département de sociologie de l'Université Laval

Mireille Lalancette, co-titulaire de la Chaire de recherche du Québec sur la démocratie, le vivre-ensemble et les valeurs communes, Université du Québec à Trois-Rivières

Simon Langlois, professeur émérite, département de sociologie, Université Laval, et ancien président de l'Académie des sciences sociales de la Société royale du Canada

Vincent Larivière, Titulaire de la Chaire UNESCO sur la science ouverte, co-titulaire de la chaire de recherche du Québec sur la découvrabilité des contenus scientifiques en français, Université de Montréal

Claire Legendre, directrice, Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture au Québec (CRILCQ), Université de Montréal

Martin Maltais : président de l'Acfas et professeur en financement et politiques d'éducation, Université du Québec à Rimouski

Carmen Mata Barreiro : professeure de philologie française à l'Universidad Autónoma de Madrid (Espagne)

Mireille Mathieu : membre émérite de l'Acfas et professeure émérite de psychologie à l'Université de Montréal

Geneviève Motard, faculté de droit de l'Université Laval, et directrice du Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIERA)

Geneviève Nootens, professeur titulaire en science politique, Université du Québec à Chicoutimi

Pierre Noreau : président de l'Institut québécois de réforme du droit et de la justice (IQRDJ), membre émérite de l'Acfas et professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal

Martin Pâquet: vice-président aux affaires administratives et financières de l'AIEQ, professeur d'histoire à l'Université Laval

Jonathan Paquin : directeur de l'École supérieure d'études internationales (ESEI) et professeur titulaire de science politique à l'Université Laval

Stéphane Paquin, titulaire de la Chaire Jarislowsky sur la confiance et le leadership politique (École nationale d'administration publique/Université du Québec à Trois-Rivières)

Michèle Rioux, directrice, Laboratoire de recherche sur la découvrabilité et les transformations des industries culturelles à l'ère du commerce électronique (LATICCE), Université du Québec à Montréal

Stéphane Savard, cotitulaire de la Chaire de recherche en histoire contemporaine du Québec, Université du Québec à Montréal

María-Sierra Córdoba Serrano, professeure agrégée en communication numérique multilingue, Université McGill

Myriam Suchet, directrice du Centre d'Études Québécoises (CEQ), Sorbonne nouvelle – Paris 3

Destiny Tchhouali, titulaire de la Chaire UNESCO en communication et technologies pour le développement, Université du Québec à Montréal

Stéphanie Tremblay, directrice, Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ), Université du Québec à Montréal

Nathalie Watteyne : directrice du Centre Anne-Hébert et professeure de littératures en langue française à l'Université de Sherbrooke

Thomas Wien, président de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, Université de Montréal

François Audet, directeur, Institut d'études internationales de Montréal (IEIM), Université du Québec à Montréal

Marie-Hélène Boucher, directrice générale, Les Presses de l'Université Laval

Monique Cormier, professeure émérite, Université de Montréal

Michel Dahan, Titulaire de la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN), Université Laval

Fernand Harvey, professeur honoraire, Institut national de la recherche scientifique (INRS)

Thierry Giasson, directeur de la [Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires](#) (CRDIP) et du [Centre pour l'étude de la citoyenneté démocratique](#) (CECD).

Christopher Kirkey, directeur du Centre d'études sur le Canada et de l'Institut d'études sur le Québec, SUNY Plattsburgh

Guy Laforest, président, Académie des sciences sociales, Société royale du Canada et professeur émérite, Université Laval

Anne Legaré, ex-secrétaire générale du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécois (CIEQ), professeur retraitée, Université du Québec à Montréal

Fanny Tremblay-Racicot, Présidente de la Société québécoise de science politique, professeure, École nationale d'administration publique

Gary Slater, secrétaire de la Société royale du Canada, et professeur titulaire, Université d'Ottawa

Pascal Brissette, directeur du Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM) et du Programme d'études québécoises (PÉQ), Université McGill

Stéphanie Chouinard, professeure agrégée de science politique, Collège des Forces canadiennes et Université Queen's

Michel Biron, professeur titulaire, Université McGill

Lettres de soutien et lettres ouvertes





Fribourg, le 13 avril 2026

Madame Christine Fréchette
Première Ministre du Québec
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec, Québec G1R 5R9

Concerne : Rupture de l'Entente MRIF-AIEQ-FRQSC : demande urgente d'entretien

Madame la Première Ministre,

Au nom des membres du Conseil d'administration de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), nous, membres de l'exécutif de cette Association, tenons d'abord à vous féliciter très sincèrement pour votre nomination de Première Ministre du Québec et à vous offrir nos meilleurs vœux de succès dans l'exercice de vos nouvelles fonctions.

Ce qui m'amène par ailleurs à prendre contact avec vous de manière urgente aujourd'hui est une nouvelle beaucoup moins réjouissante. Nous avons reçu en effet il y a quelques heures, par l'entremise du sous-ministre Alain Sans Cartier, une lettre nous annonçant que le MRIF décidait unilatéralement de mettre fin à la Convention d'aide financière qui nous liait selon notre entente tripartite et triennale depuis le 5 juillet 2024. Assortie de la résiliation du contrat de prêt de services de notre Directrice générale Mme Suela Sefa en date du 4 juin 2026, et de la remise de la clé de nos bureaux du 900 René Lévesque à la même date, cette brutale et unilatérale prise de décision condamne notre Association internationale des études québécoises, fondée en 1997, à la fermeture sous sa forme actuelle.

Cette décision est à mon sens scandaleuse et injuste, dans le fond comme sur la forme. Je ne vais pas m'étendre ici longuement sur l'historique de nos activités qui nous ont fait travailler main dans la main avec le MRIF depuis près de 30 ans. Comme vous le savez, c'est en effet à l'initiative du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) qu'a été créée l'AIEQ, en 1997. Cet organisme à but non lucratif œuvre constamment à encourager et à soutenir les activités scientifiques, pédagogiques et culturelles québécoises en sol canadien et étranger, de manière à favoriser la connaissance, la compréhension et l'appréciation des particularités de la société québécoise. Le chemin parcouru par l'AIEQ est impressionnant et son plus grand mérite

est d'avoir réussi à mettre en place un véritable réseau international composé de milliers de bénévoles, en majorité universitaires (chercheurs, enseignants, traducteurs), d'écrivains et d'acteurs culturels ou encore d'amis du Québec qui, au Canada et à l'étranger, se consacrent à l'étude du Québec et en font la promotion. Ses membres, répartis dans une trentaine de pays, permettent le réseautage au sein de centaines d'associations et centres d'études, démultipliant ainsi l'action de l'AIEQ. Ces lieux d'influence et de collaboration sont autant d'atouts pour les représentations du Québec à l'étranger et le réseau unique qu'est l'AIEQ constitue un outil exceptionnel de diplomatie publique et culturelle pour le Québec.

En prenant sans chercher aucune négociation ni véritable dialogue la décision de liquidation de l'AIEQ, le MRIF, dirigé à ce jour par le Ministre Christopher Skeete, prend une grave décision qui ne restera pas sans lourdes conséquences, non seulement pour l'AIEQ, sa direction générale, ses comités et l'ensemble de ses membres, mais aussi et surtout pour le rayonnement du Québec et de ses meilleures ressources culturelles et scientifiques de par le monde. En un mot, le MRIF brise d'un coup de hache une branche importante de ses ressources et outils sur lesquels il pouvait compter jusqu'ici. **Nous ne laisserons pas faire ce lâchage sans réagir et nous battre, car notre cause, celle de l'AIEQ et de nos membres, et par-delà, des intérêts supérieurs du Québec, est juste et nous en sommes convaincus. Vous pourrez aussi vous en convaincre, si vous acceptez une entrevue avec notre Bureau du comité Exécutif, ce que nous vous demandons aujourd'hui avec l'espoir d'être enfin entendus et considérés.**

À ce stade et à ce niveau de la crise qui s'est développé entre le MRIF et l'AIEQ, et dans la configuration politique actuelle, **vous êtes en effet seule, Madame la Première Ministre Fréchette, à être à même de pouvoir renverser une telle décision contre-productive pour l'image du Québec à l'étranger et sa diplomatie culturelle. Nous espérons pouvoir compter sur votre sens politique, particulièrement dans le domaine des relations internationales,** raison pour laquelle nous sollicitons en urgence et par cette lettre une entrevue en visioconférence avec vous pour faire le point et entamer un dialogue en vue d'aboutir à une solution constructive de la crise.

Dans l'attente de votre réponse que j'espère positive, je reste à votre disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez obtenir et vous prie d'agréer, Madame la Première Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Claude Hauser

Président de l'Association internationale des études québécoises
Professeur d'histoire contemporaine et Directeur du Centre suisse d'études sur le Québec et la Francophonie Université de Fribourg
Distingué de l'Ordre des Francophones d'Amérique par le MLF du Gouvernement du Québec

Québec, le 30 avril 2026

Madame Christine Fréchette

Première Ministre du Québec
Édifice Honoré-Mercier, 3e étage,
835, boul. René-Lévesque Est,
Québec, QC G1A 1B4

Concerne : L'avenir des études québécoises et du rayonnement du Québec à l'international

Madame la Première ministre,

Nous avons été surpris et très déçus d'apprendre que le ministre des Relations internationales et de la Francophonie, monsieur Christopher Skeete, a décidé de mettre fin au financement de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ). Mais c'est avec une vive consternation que nous avons découvert, à la suite d'un article paru dans *Le Devoir* le 23 avril dernier, les motifs invoqués pour justifier cette décision.

Selon le ministre, l'AIEQ ne serait plus utile : son action ferait désormais double emploi avec celle des équipes du ministère, lesquelles seraient « pleinement en mesure d'assurer le rayonnement culturel, scientifique et académique du Québec ». Cette vision témoigne d'une incompréhension profonde du rôle réel de l'Association et, plus largement, des mécanismes de la diplomatie d'influence. La vocation de l'AIEQ n'est pas de se substituer à l'action diplomatique, mais de placer son action au cœur des échanges universitaires et des milieux académiques, au bénéfice du rayonnement scientifique et culturel du Québec.

Nous avons chacun exercé la fonction de ministre des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), et nous avons tous considéré l'AIEQ comme un outil stratégique. Créée à l'initiative même du MRIF en 1997, l'Association a comme mandat de soutenir, de promouvoir et de développer les études québécoises au Québec, au Canada et partout dans le monde. Il s'agit d'un organisme de diplomatie publique indépendant de l'État, capable de mobiliser un vaste réseau international d'universitaires qui font connaître, comprendre et apprécier le Québec par l'enseignement, la recherche et la diffusion des savoirs.

Cette indépendance est précisément ce qui fait la force et la crédibilité de l'AIEQ. Les chercheurs et professeurs qui contribuent au rayonnement du Québec ne veulent pas être au service du gouvernement, ni être perçus comme tels. Leur apport est d'autant plus efficace qu'il échappe à toute logique de communication officielle ou de représentation institutionnelle.

Si l'AIEQ devait cesser ses activités le 4 juin prochain, faute du financement du MRIF, les représentations du Québec à l'étranger — aussi compétentes soient-elles — ne pourraient se substituer à ce réseau unique ni offrir une influence comparable, encore moins à un coût aussi modeste. Il est bien évident que les équipes du ministère, malgré leur compétence et leur loyauté, ne pourront pas faire rayonner le Québec avec autant d'efficacité et pour un aussi faible coût.

Rares sont les États qui disposent d'un tel capital d'influence fondé sur la confiance, la connaissance et l'engagement volontaire et bénévole. Ce réseau ne doit et ne peut être sous-estimé. Au contraire, il doit être soutenu et appuyé, puisqu'il n'y a pas de plus belle forme de diplomatie que celle qui est menée par les chercheurs, professeurs et intellectuels dans les quatre coins du globe et qui sont prêts à défendre l'AIEQ, non par intérêt personnel, mais par amour du Québec.

Nous sommes convaincus que vous ne souhaitez pas que votre gouvernement passe à l'histoire comme celui qui aura contribué à démanteler un outil de diplomatie d'influence patiemment construit depuis près de trente ans. Il est encore temps de corriger cette décision.

Nous vous demandons donc respectueusement de faire en sorte que le financement de l'Association internationale des études québécoises soit maintenu et reconduit pour une période minimale de trois ans, à un niveau au moins équivalent à l'engagement pris par le MRIF en juillet 2024.

Sylvain Simard, ancien ministre des Relations internationales (1996-1998)

Louise Beaudoin, ancienne ministre des Relations internationales (1998-2003)

Pierre Arcand, ancien ministre des Relations internationales (2008-2010)

Jean-François Lisée, ancien ministre des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur (2012-2014)

Christine Saint-Pierre, ancienne ministre des Relations internationales et de la Francophonie (2014-2018)

Washington, le 1^{er} mai 2026

Madame Christine Fréchette

Première ministre
Gouvernement du Québec
Édifice Honoré-Mercier
3e étage
835 boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec)
G1A 1B4

Objet : Pourquoi nuire au rayonnement des études québécoises au Québec et dans le monde en fermant l'Association internationale des études québécoises ?

Madame la Première ministre,

Nous, signataires de cette lettre, sommes des anciens présidents/tes de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ). Notre Association, créée il y a presque trente ans, est aujourd'hui en danger d'être fermée par votre gouvernement.

Chacun/une d'entre nous avons consacré ou consacrons encore notre expertise au développement des études québécoises dans le monde de la recherche et dans nos différentes institutions d'enseignement appuyé par un réseau de chercheurs et d'enseignants développé depuis trois décennies et qui fait la promotion du Québec de manière bénévole, par amour pour le Québec et par admiration du modèle de société québécois.

En ce moment où il est plus important que jamais de créer des liens à l'international de toutes les manières possibles, on peut se demander pourquoi le Québec déciderait de se priver d'un réseau créé à l'initiative même du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) en 1997. L'Association internationale des études québécoises (AIEQ) est un organisme à but non lucratif qui œuvre à encourager et à soutenir les activités scientifiques, pédagogiques et culturelles québécoises en sol canadien et étranger, de manière à favoriser la connaissance, la compréhension et l'appréciation des particularités de la société québécoise. Le chemin parcouru par l'AIÉQ est impressionnant. Son plus grand mérite est d'avoir réussi à mettre en place un vaste réseau international composé de milliers de spécialistes bénévoles, en majorité universitaires (chercheurs, enseignants, traducteurs), d'écrivains et d'acteurs culturels, ou encore d'amis du Québec qui, au Canada et à l'étranger, se consacrent à l'étude du Québec et en font la promotion, notamment par le biais de cours privilégiant un contenu québécois, suivis par des dizaines de milliers de jeunes à travers le monde. Ses membres, répartis dans une quarantaine de pays,

permettent le réseautage au sein de centaines d'associations et centres d'études, démultipliant ainsi l'action de l'AIEQ. Ces lieux d'influence et de collaboration sont autant d'atouts pour les représentations du Québec à l'étranger et le réseau unique qu'est l'AIEQ constitue un outil exceptionnel de diplomatie publique et culturelle pour le Québec.

Nous croyons que rien ne justifie cette décision et surtout pas l'argument selon lequel le réseau des bureaux du Québec à l'étranger pourrait se substituer au réseau de l'AIEQ pour assurer le rayonnement des études québécoises dans les milieux universitaires. Au contraire, l'inverse est plutôt la norme, car nos membres servent d'appuis et de partenaires précieux qui rehaussent et renforcent l'impact des activités diplomatiques des représentations du Québec. Plus inacceptable encore est de refuser d'honorer l'entente triennale en cours et, qui plus est, de retirer le financement à l'AIEQ dans des conditions qui ne lui permettent pas de maintenir ses activités faute de temps pour prendre les mesures nécessaires pour éviter une fermeture.

Votre gouvernement prend une grave décision qui ne restera pas sans lourdes conséquences, non seulement pour l'AIEQ, sa direction générale, ses comités et l'ensemble de ses membres, mais aussi, et surtout, pour le rayonnement du Québec et de ses meilleures ressources culturelles et scientifiques de par le monde.

À ce stade et à ce niveau de la crise qui s'est développé entre le MRIF et l'AIEQ, et dans l'urgence du calendrier imposé, vous êtes, Madame la première ministre, la seule à être à même de renverser une telle décision contre-productive pour l'image du Québec à l'étranger et pour sa diplomatie culturelle.

Dans l'attente de votre réponse que nous espérons positive, nous vous prions d'agréer, Madame la première ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Miléna Santoro

Présidente de l'Association internationale des études québécoises (2015-2018)

Associate Professor

Georgetown University College of Arts and Sciences

Ordre des Francophones d'Amérique (2019)

Médaille hommage du 50e anniversaire du ministère des Relations internationales et de la Francophonie

(2017)

Serge Jaumain

Président de l'Association internationale des études québécoises (2012-2015)
Co-directeur du Centre d'études des Amériques de l'Université libre de Bruxelles
Médaille hommage du 50e anniversaire du ministère des Relations internationales et de la Francophonie
(2017)

Yannick Resch

Présidente de l'Association internationale des études québécoises (2002-2012)
Professeur émérite
Institut d'études politiques
Aix-en-Provence
Ordre des Francophones d'Amérique (2011)

Ingo Kolboom

Président de l'Association internationale des études québécoises (1999-2004)
Professeur émérite (Histoire et sciences politiques de la France et des pays francophones) de l'Université technique de Dresden (TUD)
Ordre des Francophones d'Amérique (2010)

Claude Corbo

Président de l'Association internationale des études québécoises (1997-1999)
Recteur de l'UQAM 1986-1996 et 2008-2013
Recteur émérite, Université du Québec à Montréal (2024)
Officier de l'Ordre national du Québec (2013)

Cette lettre ouverte des membres du CA de l'AIEQ est parue dans une version abrégée dans le journal *Le Soleil* le 28 avril 2026

Pourquoi nuire au rayonnement international des études québécoises ?

Lettre ouverte à la première ministre Christine Fréchette

Le 13 avril dernier, l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) a reçu une lettre annonçant sa fermeture le 4 juin prochain. En mettant fin à la convention de subvention qui assurait son fonctionnement — un soutien annuel de 250 000 \$, un prêt de service et de locaux — le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) pose un geste aux conséquences lourdes et irréversibles pour le rayonnement des études sur le Québec.

Cette décision administrative menace directement l'avenir des études québécoises dans le monde. Elle fragilise un réseau unique de centres, de chercheuses et chercheurs, ainsi que de partenaires universitaires et culturels établis en Europe, en Asie, en Amérique et en Afrique, qui devront réduire, reporter, voire annuler leurs activités. Elle compromet en outre des liens patiemment construits entre les universités québécoises et étrangères.

Le raisonnement pour justifier une telle décision repose sur une vision réductrice et erronée. Selon le ministre responsable du MRIF, monsieur Christopher Skeete, le réseau des délégations du Québec à l'étranger serait en mesure d'assurer le rayonnement des études québécoises. Cette affirmation témoigne d'une méconnaissance profonde du rôle de médiation, de la mission stratégique et de la valeur ajoutée de l'AIEQ, dont la vocation n'est pas de se substituer à l'action diplomatique, mais de placer son action au cœur des échanges universitaires et des milieux de la recherche et de la culture.

Créée en 1997 à l'initiative du MRIF, l'AIEQ est un organisme à but non lucratif dont le mandat est de soutenir, de promouvoir et de développer les études québécoises au Québec, au Canada et partout dans le monde. Il n'existe aucun autre réseau international comparable, composé en majorité de bénévoles universitaires, capable de mobiliser durablement des personnes chercheuses, enseignantes, traductrices, autrices, étudiantes, et des partenaires culturels qui œuvrent dans le secteur des études sur le Québec et de la langue française.

Depuis près de trente ans, l'AIEQ a mis en place des programmes structurants : soutien à des activités scientifiques en études québécoises, programmes de bourses, ententes avec des universités d'ici et d'ailleurs, tournées d'artistes et d'écrivaines ou écrivains, appui à la traduction et à la diffusion d'œuvres québécoises, intégration de contenus québécois dans l'enseignement du français à l'étranger, et accompagnement de la relève scientifique. Une part importante de son financement bénéficie directement aux universités québécoises et à des équipes ou associations de recherche établies au Québec.

La gouvernance de l'Association repose sur des principes rigoureux de collégialité et d'équité. Son conseil d'administration compte 32 membres, tous universitaires, dont 12 issus d'universités québécoises. Un comité scientifique international évalue les demandes et projets, et l'Association publie annuellement un rapport d'activités témoignant de la diversité de ses actions.

Le réseau de l'AIEQ comprend plus de 500 membres cotisants et plusieurs centaines de bénévoles, dont environ 70 % résident à l'étranger dans plus de 40 pays. Ensemble, ils constituent un outil exceptionnel de mise en relation scientifique, culturelle et linguistique. Depuis sa création, l'AIEQ a soutenu plus de 2 000 activités scientifiques et académiques en français, contribuant de façon concrète au rayonnement de la science en français au Québec et au Canada, dans les Amériques et ailleurs dans le monde.

Chaque année, des milliers d'étudiantes et d'étudiants étrangers découvrent le Québec grâce aux cours, conférences, projets de recherche, publications, colloques et événements culturels organisés par les membres de l'AIEQ. Plusieurs deviennent ensuite des partenaires de recherche ou des relais d'influence essentiels au sein de la francophonie.

Madame la première ministre, mettre fin au soutien accordé à l'AIEQ serait renoncer à un capital d'influence construit sur trois décennies, affaiblir la visibilité de nos universités à l'extérieur, et priver le Québec d'un réseau international très performant à travers le monde. Le Québec a tout à gagner à investir dans ce qui le fait rayonner : préserver une force relationnelle unique dans le monde de la recherche et de la culture, renforcer l'expertise québécoise au sein de la francophonie. Il est encore temps de rétablir la situation.

Nathalie Watteyne, présidente du comité scientifique, au nom des membres du Conseil d'administration de l'AIEQ :

Claude Hauser (Suisse), Pierre Noreau (Québec), Pascal Brissette (Québec), Jean-Philippe Warren (Québec), Nathalie Watteyne (Québec), Martin Pâquet (Québec), Laurent Turcot (Québec), Michèle Charbonneau (Québec), Michel Bock (Canada), Christoph Vatter (Allemagne), Licia Soares de Souza (Brésil), Ricard Ripoll Villanueva (Espagne), Frédéric Rondeau (États-Unis), Anne-Isabelle Tremblay (France), Françoise Sule (Suède), Haydée Silva Ochoa (Mexique), Ekaterina Kuzmenko (Russie), Leigh Oakes (Royaume-Uni), Marie-Andrée Roy (Québec), Nathalie Lewis (Québec), François-Olivier Dorais (Québec), Éric Bédard (Québec), Valérie Lapointe-Gagnon (Canada), Hélène Destrempe (Canada), Lahoucine Ait Sagh (Maroc), Nallan Chakravarthy Mirakamal (Inde), Yulia Bosworth (États-Unis), Joanna Warmuzińska-Rogóż (Pologne), Ji Jing (Chine), Paola Puccini (Italie), Kazuko Ogura (Japon), Julie Rodgers (Irlande).

Lettre de Gérard Bouchard parue dans *Le Devoir*, le 9 juin 2026

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/986321/fin-aieq-ou-regne-betise>

Gérard Bouchard

L'auteur est professeur émérite à l'Université du Québec à Chicoutimi

La fin de l'AIEQ ou le règne de la bêtise

Ainsi, quelques illuminés de la Coalition avenir Québec ont conclu que l'État du Québec ne pouvait pas s'offrir le luxe d'investir de 250 000 à 300 000 \$ annuellement dans un organisme remarquable qui a fait ses preuves au cours des 25-30 dernières années. Cette décision a semé d'abord l'incrédulité, puis la consternation.

Les fossoyeurs ont ignoré le large chœur de protestations qui a suivi en provenance de cinq anciens ministres des Relations internationales, de phares de notre sphère culturelle et d'autorités universitaires, de représentants d'une douzaine de pays, sans compter le menu fretin de chercheurs expérimentés et d'étudiants.

Même la Société royale est intervenue. Rien n'y fit. Il est rare d'observer au Québec une telle unanimité autour d'une cause. Il est rare également qu'une décision gouvernementale affiche autant de mépris pour le bon sens le plus élémentaire.

De quoi s'agit-il au juste ? L'Association internationale des études québécoises (AIEQ), créée il y a près d'une trentaine d'années, appuyait le déplacement de nos scientifiques et de nos artistes pour les aider à présenter à l'étranger leurs travaux ou leurs œuvres. Je vais restreindre mon plaidoyer à la recherche, domaine que je connais bien.

Des jeunes — et des moins jeunes — pouvaient ainsi participer à des rencontres dans différents pays. Les scientifiques étrangers prenaient intérêt à notre société et y faisaient place dans leur enseignement, donnant ainsi l'occasion à des jeunes de choisir notre société comme sujet de recherche.

Le Québec pouvait aussi bénéficier d'un large écho dans les colloques auxquels ces scientifiques participaient dans leur pays et ailleurs — on parle ici d'un réseau d'un millier de spécialistes partout dans le monde. Des publications s'ensuivaient, des traductions de travaux québécois (le Japon servant ici d'exemple), tout cela donnant souvent lieu à des ententes de collaboration. Enfin, nos scientifiques recevaient des invitations à faire des tournées de conférences sur le Québec. À noter : tous les acteurs évoqués ici œuvraient bénévolement.

Il s'ensuivait d'immenses retombées pour le Québec en matière de rayonnement international, de diplomatie, de prestige, de réseautage et d'enrichissement, soit un effet multiplicateur assez spectaculaire. Cependant, un gouvernement bien connu pour l'habitude qu'il a de consacrer à la légère des sommes faramineuses à gauche et à droite s'affiche tout à coup comme un comptable extrêmement pointilleux, sans même se donner le mal d'évaluer sérieusement la pertinence et les retombées de sa décision.

Cela, en dépit d'une démonstration chiffrée de la « rentabilité » de l'organisme qui a été présentée. Honte à ces gestionnaires bornés qui démontrent ici un profond mépris pour la science et la culture québécoises.

Prions — je dis bien prions — pour que le 5 octobre prochain, ils soient invités à laisser la place à d'autres qui, montrant plus de jugement et de clairvoyance, voudront nettoyer ce gâchis.

Chère Madame la Première Ministre,

Permettez-moi tout d'abord de vous exprimer mon admiration la plus sincère. Vous avez relevé un défi de taille, qui vous conduit aujourd'hui vers des responsabilités encore accrues. Je vous prie de recevoir tout mon respect en tant que citoyenne.

Je souhaite attirer votre attention sur la fermeture du programme de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), dont l'action contribue de manière exceptionnelle au rayonnement concret et mesurable de notre littérature à travers le monde, allant du Mexique jusqu'en Nouvelle-Zélande, en passant entre autres par la Roumanie, l'Estonie, la Colombie, l'Espagne, la Suède...

Mon roman *Em* a notamment été retenu par Georgetown University comme lecture obligatoire pour sa cohorte 2025, sans compter des invitations dans plusieurs universités de renom (Harvard, Yale, Tokyo, New Delhi, Mumbai, Beijing...), ainsi que dans le cadre de nombreuses rencontres internationales (UNESCO, World Writers' Conference à Édimbourg, Sommet de la Francophonie...). Ces occasions de diffusion de la littérature québécoise **n'auraient jamais été possibles** sans le réseau exceptionnel que l'AIEQ a patiemment développé.

Sur le terrain, j'ai pu constater l'engagement remarquable de ses membres, qui œuvrent bénévolement à faire vivre et rayonner notre culture québécoise. Dans mon seul cas, parmi des dizaines d'autres, leur soutien a contribué à la diffusion de mes livres dans 46 pays, avec plus d'un million d'exemplaires vendus — un impact spectaculaire au regard des moyens extrêmement modestes de l'organisation.

Je me permets d'affirmer que le réseau de l'AIEQ sait faire croître des branches solides à l'international, qui viennent nourrir et renforcer nos racines, consolidant ainsi le tronc de notre précieuse culture francophone. L'abandon de l'AIEQ signifie **la dissolution d'une communauté d'artisans tissés serrés, engagés inconditionnellement à promouvoir la culture québécoise, et que l'on a mis trente ans à construire. J'ai vu de mes propres yeux le travail de ses membres, et il m'est difficile d'imaginer qu'un ministère puisse répliquer le focus, l'intensité et l'efficacité de leurs efforts si la mission de l'AIEQ lui était assignée en plus de tous ses autres mandats.**

C'est pourquoi je me permets de solliciter votre appui afin de soutenir et de renforcer l'action de l'AIEQ, dont les retombées culturelles et économiques sont indéniables mais largement sous-estimées pour le Québec.

Je vous remercie sincèrement de votre attention et vous prie d'agréer, Madame la Première Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

Respectueusement vôtre,

Kim Thúy

Lettre de Gérard Bouchard parue dans *Le Devoir* le 12 mai 2026
<https://www.ledevoir.com/opinion/lettres/979448/il-faut-sauver-aieq?>

Gérard Bouchard

L'auteur est professeur émérite à l'Université du Québec à Chicoutimi

Il faut sauver l'AIEQ

Madame la Première Ministre, j'aimerais attirer votre attention sur une décision que votre gouvernement s'apprête à prendre et qui risque d'entraîner de graves conséquences pour le milieu culturel québécois comme pour le rayonnement international du Québec. Il s'agit du sort qui sera réservé à l'Association internationale d'études québécoises (AIEQ), laquelle est en ce moment menacée par des coupes budgétaires, sinon par une fin de financement.

Le fonctionnement de cet organisme parapublic créé en 1997 est relativement peu coûteux — on parle de 400 000 \$ environ. C'est peu si on met cela en rapport avec l'immense profit que le Québec en retire. L'argent sert essentiellement à faire séjourner à l'étranger des chercheurs québécois (très souvent des jeunes) pour qu'ils y fassent connaître leurs travaux et échantent avec des spécialistes des mêmes domaines (littérature, histoire, philosophie, sciences sociales).

L'effet d'entraînement est immense. Le programme amène des spécialistes étrangers à s'intéresser au Québec et souvent à collaborer aux travaux de collègues québécois. Les connaissances qu'ils en retirent sont diffusées dans leur enseignement, leurs publications, les colloques auxquels ils participent, des entrevues dans les médias, etc. Autrement dit, l'AIEQ les amène à travailler non seulement sur le Québec, mais pour le Québec. Et cela, gratuitement !

Il n'est pas possible de chiffrer ces retombées, mais on voit bien qu'elles sont considérables. En plus, elles sont durables, et leur effet s'amplifie avec le temps. De jeunes étudiants étrangers, prenant le relais de leurs professeurs, s'engagent dans des projets de longue haleine, des cours sur le Québec s'intègrent dans les programmes d'enseignement, et le reste.

Ces brefs rappels suffiront peut-être à montrer tout ce que notre société retire des activités de l'AIEQ et tout ce qu'elle perdra si on lui coupe les vivres.

Paris, 3 mai 2026

Madame Christine Fréchette

Première Ministre du Québec
525, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec)
G1R5R9

Disparition appréhendée d'un trésor national

Madame la Première Ministre,

Il reste parfois peu à se souvenir d'une longue carrière politique, si ce n'est un sentiment diffus où s'entremêlent bonnes et moins bonnes initiatives.

J'ai eu cependant la fierté d'avoir contribué à créer comme ministre des Relations internationales, une institution que mes successeurs au MRIF (Louise Beaudoin, Christine St-Pierre, Jean-François Lisée, Monique Gagnon-Tremblay et Pierre Arcand) ont réussi à pérenniser pendant près de 30 ans, l'Association internationale des études québécoises.

Un regroupement de nos meilleures chercheuses, chercheurs, créateurs et créatrices, intellectuels(les), visant au rayonnement de notre vie culturelle et scientifique à l'étranger. Cette démarche, en apparence mineure, a pendant des années fait connaître notre vie culturelle dont le destin est tout entier lié à l'originalité de notre nation.

Aujourd'hui, tous les pays misent sur leur rayonnement culturel et intellectuel, ce soft power qui précède et accompagne toute volonté réelle de diversification économique et politique.

Depuis longtemps, les Anglais par le British Council, les Allemands avec le Goethe Institute, les Français par le réseau des Alliances françaises, les lusophones, les Chinois sans parler des Américains ont diversement mis en place des organismes permettant à leurs créateurs, intellectuels, écrivains, chercheurs et universitaires de faire connaître et rayonner leur culture nationale.

Ici aussi nous avons réussi à créer et faire vivre un tel réseau, animé et orienté en toute liberté par des chercheurs scientifiques et des intellectuels québécois auxquels se sont associés de nombreux collègues d'Allemagne, de France, du Brésil, du Japon, des Pays-Bas, d'Italie, etc.

Outre les centaines d'activités, colloques, conférences, création de chaires d'étude, et de centres de recherches, l'AIEQ a su soutenir notre culture dans plusieurs pays.

Depuis 30 ans, et quel qu'ait été le parti au pouvoir, les ministres des Relations internationales ont tenu à attribuer modestement quelques milliers de dollars, une ressource et un local, pour que vive et prospère cette structure légère et efficace.

En annonçant la fin de toute aide à l'AIEQ, le ministre actuel sait qu'il en signe l'arrêt de mort. Si cette décision devait être maintenue, c'est la disparition non pas d'un organisme, mais d'un instrument essentiel à la diffusion de notre identité qui partirait en fumée.

Madame la Première Ministre, votre carrière a démontré un intérêt constant pour le rayonnement du Québec à l'étranger. J'espère que vous ferez le geste de correction qui permettra à nos créateurs, chercheurs et intellectuels de poursuivre cette très belle aventure dans la droite ligne des Landry, Bouchard et Charest.

Dans l'espoir que vous saurez conserver ce trésor national qu'est l'Association internationale des études québécoises, je vous prie d'agréer, Madame la Première Ministre, l'expression de mes salutations distinguées,

Sylvain Simard,
Ancien ministre des Relations internationales
Député de Richelieu 1994-2012

Adresse : 74 place St-Jacques, 75014, Paris, France
Tél portable 330649637360
Fixe 330145352240
Adresse courriel : sylvainsimard135@gmail.com

Lettre ouverte du Comité exécutif de l'AIEQ

au ministre du MRIF Christopher Skeete

Défendre la recherche et refuser la caricature

Monsieur le ministre Christopher Skeete,

Votre décision récente de mettre fin au financement de l'Association internationale d'études québécoises (AIEQ) ainsi que les justifications qui l'accompagnent suscitent une vive inquiétude. Au-delà de la question budgétaire, c'est la vision même du rôle de la recherche, de la culture et du rayonnement international du Québec qui est en jeu.

Vous avez évoqué, à l'étude des crédits de votre ministère et pour illustrer votre décision, des thèmes de recherche que vous qualifiez de « nichés », voire implicitement inutiles, tels que les études portant sur « les imaginaires des sexes, des genres et des sexualités ». En citant un colloque consacré à ces enjeux comme exemple de dérive des priorités, vous contribuez à banaliser et à discréditer des champs de recherche légitimes, reconnus internationalement, et essentiels à la compréhension des sociétés contemporaines.

Qualifier ces sujets de secondaires ou de trop spécialisés revient à méconnaître la nature même de la recherche universitaire. Par définition, celle-ci explore des objets complexes, parfois pointus, afin d'enrichir les connaissances collectives. Ce qui est « niché » aujourd'hui est souvent au cœur des débats sociaux de demain. Les études de genre, de sexualité et de culture ne sont pas des luxes intellectuels : elles participent à mieux comprendre les dynamiques sociales, les identités, les inégalités et les transformations culturelles qui traversent nos sociétés.

Vous affirmez respecter la liberté académique, mais en opposant implicitement certains sujets de recherche à des priorités jugées plus « utiles », vous envoyez un signal préoccupant. Celui d'un financement public conditionné à une vision restrictive de ce qui mérite d'être étudié, valorisé ou rayonné à l'international.

Par ailleurs, votre argument selon lequel ces travaux relèveraient davantage du ministère de l'Enseignement supérieur ne tient pas. L'AIEQ ne se contente pas de financer des recherches : elle contribue depuis près de 30 ans à faire connaître le Québec dans le monde, à tisser des réseaux, à soutenir des collaborations internationales et à renforcer la présence intellectuelle et culturelle du Québec à l'étranger. Ce rôle relève précisément d'une mission de diplomatie culturelle et scientifique.

Vous invoquez également des « enjeux de gouvernance » pour justifier votre décision. Or, aucune communication de votre cabinet ou de vos fonctionnaires ne nous a été transmise à ce sujet. Nous sommes présents dans plus de quarante pays, et de ce fait, il faut en tenir compte dans la représentativité et la gouvernance d'un OSBL comme le nôtre. Mais si des améliorations étaient nécessaires, ne serait-il pas plus constructif d'accompagner l'organisation dans une réforme plutôt que de supprimer purement et simplement son financement? La disparition d'un acteur structurant

comme l'AIEQ risque d'appauvrir durablement les réseaux internationaux liés aux études québécoises.

La réaffectation des fonds vers les délégations du Québec peut sembler pragmatique, mais elle repose sur une vision instrumentale du rayonnement international. Celui-ci ne se limite pas à la promotion institutionnelle ou économique : il s'appuie aussi sur la vitalité intellectuelle, la diversité des recherches et la liberté de penser. C'est précisément ce que favorisait l'AIEQ.

Vous accusez les représentants de l'AIEQ de faire preuve de manque de rigueur et ne pas avoir répondu à vos questions lors de la rencontre tenue le 20 février dernier. Ce que vous semblez avoir oublié, c'est que vous avez demandé à l'AIEQ de démontrer par des chiffres l'apport économique à la société québécoise d'une association dont la mission est le rayonnement scientifique, académique et culturel partout dans le monde. Votre demande est une insulte à des organismes comme le Conseil des arts et des Lettres du Québec, le Fonds de recherche du Québec et le ministère de la Langue française, partenaires fidèles de l'AIEQ.

En définitive, cette décision et les arguments qui l'accompagnent alimentent une perception inquiétante : celle d'un désengagement envers les sciences humaines et sociales, et d'une tendance à marginaliser des domaines de recherche jugés dérangeants ou incompris. Le Québec a tout à gagner à soutenir une recherche libre, rigoureuse et diversifiée — y compris lorsque ses objets d'étude bousculent les idées reçues. C'est ainsi qu'il continuera à rayonner, non seulement comme un acteur économique, mais comme une société ouverte, réflexive et ancrée dans les débats du monde contemporain.

Nous vous invitons respectueusement à retirer vos propos qui portent atteinte à l'image de l'AIEQ et à engager un dialogue réel avec la communauté académique afin de préserver ce qui fait la richesse et la crédibilité internationale du Québec.

Veillez agréer, Monsieur le ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Claude Hauser, Président, Université de Fribourg, Suisse

Nathalie Watteyne, Vice-présidente, Affaires académiques et scientifiques, Université de Sherbrooke, Québec, Canada

Martin Pâquet, Vice-président, Affaires administratives et secrétaire-trésorier, Université Laval, Québec, Canada

Françoise Sule, Vice-présidente, Europe, Université de Stockholm, Suède

Licia Soares de Souza, Vice-présidente, Amérique du Sud, Université d'État de Bahia, (UNEB), Brésil

Frédéric Rondeau, Vice-président, Amérique du Nord, Université du Maine, États-Unis

Nallan Chakravarthy Mirakamal, Vice-présidente, Asie, Université de Madras, Inde

Lahoucine AIT SAGH, Vice-président Afrique et Moyen-Orient



BACS

BRITISH ASSOCIATION FOR CANADIAN STUDIES

Londres, le 12 mai 2026

Madame Christine Fréchette
Première ministre du Québec
Bureau de la Première ministre
Édifice Honoré-Mercier, 3e étage
835, boulevard René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1A 1B4

Madame la Première ministre,

Au nom de l'Association britannique d'études canadiennes (BACS), nous vous écrivons pour vous faire part de notre profonde inquiétude concernant la proposition du ministère des Relations internationales et de la Francophonie de supprimer le financement de l'Association internationale des études québécoises (AIÉQ).

Depuis de nombreuses années, l'AIÉQ joue un rôle essentiel et irremplaçable dans la promotion de la recherche internationale sur le Québec, et son influence s'est fait profondément sentir au Royaume-Uni. Depuis sa création, l'organisation est un partenaire incontournable de la BACS et de nos membres spécialisés dans les études québécoises et canadiennes-françaises.

Grâce à ses programmes de financement, l'AIÉQ a permis à un certain nombre de chercheurs basés au Royaume-Uni – en particulier des chercheurs en début de carrière et des étudiants de troisième cycle – d'effectuer des séjours de recherche au Québec, facilitant ainsi un engagement direct avec des archives, des institutions et des communautés qui leur seraient autrement restées inaccessibles. Elle a également soutenu la participation à des colloques internationaux, permettant à nos membres de partager leurs travaux, de tisser des réseaux universitaires et de contribuer de manière significative aux débats mondiaux sur le Québec (voir par exemple le témoignage ci-joint de l'un de nos membres).

En outre, l'AIÉQ a fait preuve d'un engagement constant à mettre en valeur les travaux de recherche de ses membres. Son soutien à l'acquisition et à la diffusion, auprès d'universités et de centres de recherche du monde entier, d'ouvrages rédigés par des chercheurs

britanniques sur le Québec a non seulement accru la visibilité de ces travaux, mais a également renforcé l'infrastructure mondiale des études québécoises.

Au-delà du milieu universitaire, l'AIÉQ a apporté une contribution significative à la vie culturelle du Royaume-Uni. Son soutien aux visites d'auteurs et de personnalités culturelles québécoises a enrichi l'engagement du public envers la littérature et la culture québécoises, favorisant le dialogue et la compréhension mutuelle entre nos sociétés. Ces initiatives ont contribué à faire en sorte que la voix distincte du Québec continue de résonner à l'échelle internationale.

Le retrait proposé du financement risque de compromettre cette collaboration de longue date et hautement productive. Elle aurait de graves conséquences non seulement pour les chercheurs au Royaume-Uni et ailleurs, mais aussi pour la présence et l'influence internationales de la vie intellectuelle et culturelle du Québec.

Nous demandons respectueusement à votre gouvernement de reconsidérer cette décision et de continuer à soutenir l'AIÉQ dans sa mission. Cette organisation représente un investissement dans le rayonnement mondial du Québec, ses partenariats universitaires et sa diplomatie culturelle — des valeurs qui, nous le savons, sont au cœur de l'identité et de l'engagement international du Québec.

Nous vous prions, Madame la Première ministre, de bien vouloir croire à notre grand intérêt pour le Québec et de recevoir nos salutations les plus distinguées.

Tony McCulloch

Tony McCulloch

Président, Association britannique d'études canadiennes (BACS)

Professeur associé (études nord-américaines), University College London



Leigh Oakes

Professeur titulaire (français et linguistique), Queen Mary University of London

Membre du conseil d'administration de l'Association britannique d'études canadiennes (BACS)

Membre du conseil d'administration de l'AIÉQ (représentant du Royaume-Uni)

cc: Claude Hauser, Président, Association internationale des études québécoises
Suela Sefa, Directrice générale, Association internationale des études québécoises
Geneviève Brisson, Déléguée générale du Québec à Londres
Martin Dionne, Directeur des affaires politiques et publiques, Délégation générale du Québec à Londres

Témoignage de Bill Marshall, professeur émérite, University of Stirling (Écosse); membre honoraire, School of Advanced Study, University of London

C'est avec une grosse déception et beaucoup de tristesse que j'ai appris les nouvelles de la crise chez l'AIÉQ. Depuis des années la communauté internationale de chercheurs et d'enseignants 'québécoistes' a bénéficié de la générosité de l'AIÉQ qui a contribué à des publications et à des événements qui ont fait rayonner la culture québécoise partout dans le monde. Moi-même j'ai reçu de l'aide, dans un contexte, souvent, d'austérité chez d'autres agences, pour inviter des chercheurs et des cinéastes québécois à trois colloques en Écosse, et pour voyager en Amérique du nord pour présenter des communications.

Je souligne le fait qu'une politique généreuse en ce qui concerne la culture et l'éducation n'est pas un luxe qui flotte à la surface, ou en marge, de la stratégie plus large d'un gouvernement qui s'intéresse au prestige, et même au succès économique du Québec. Elle joue un rôle essentiel et fondamentale dans sa réputation internationale, et dans la promotion de la langue française, en Amérique du nord et ailleurs. Je m'étonne qu'un gouvernement et un parti politique qui se réclame de l'identité québécoise ait pris une décision si contreproductive.

Greensboro (NC), le 30 avril, 2026

Monsieur Christopher Skeete
Ministre des Relations internationales
et de la Francophonie
525, boulevard René-Lévesque Est, 4^e étage
Québec (QC) G1R 5R9

Objet : Avenir de l'Association internationale des études québécoises

Monsieur le Ministre,

Par la présente, je vous écris au nom du conseil exécutif de l'American Council of Québec Studies (ACQS) afin de vous inviter à reconsidérer votre décision de mettre un terme au financement de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) dont nous avons pris connaissance récemment.

L'ACQS, dont je suis la présidente, est une association académique dédiée depuis les années 1980 à l'étude du Québec, de la francophonie canadienne et plus largement du fait français en Amérique. Dans le cadre de nos activités académiques, qui comprennent notamment l'organisation d'un congrès bisannuel – le prochain aura justement lieu à Montréal, du 12 au 15 novembre prochain –, nous avons pu compter sur le soutien indéfectible de l'AIEQ, dont la richesse des ressources et l'étendue du réseau sont incomparables. Dans ces temps pour le moins incertains, alors que les relations entre les États-Unis et le Québec sont parfois houleuses, l'AIEQ s'est avérée une alliée solide, voire indispensable. Nous ne pouvons nous résigner à envisager l'avenir sans la présence de l'AIEQ à nos côtés.

Il faut dire que l'AIEQ joue un rôle central comme vecteur de connaissances, de diffusion et de mise en réseau des études québécoises sur la scène internationale. Elle permet à des chercheurs, enseignants et étudiants de tous horizons de découvrir, d'analyser et de faire connaître le Québec – son histoire, sa culture, sa société, sa langue et ses institutions – bien au-delà de ses frontières. C'est le cas notamment du colloque « La relève en études québécoises », que nous organisons en collaboration avec l'AIEQ depuis 2022, dans le cadre de notre congrès bisannuel. Ces chercheurs en début de carrière proviennent du Québec, du Canada anglais, des États-Unis, de l'Europe et de l'Afrique pour discuter du Québec et tisser des liens. Tout cela est rendu possible grâce au soutien de l'AIEQ. Ce n'est pas tout. L'AIEQ offre également des bourses d'études pour les étudiants aux cycles supérieurs, des subventions aux chercheurs pour présenter leurs travaux dans des colloques, ce dont plusieurs de nos membres ont pu bénéficier ces dernières années.

Je tiens également à souligner le rôle unique que joue l'AIEQ auprès des chercheurs et enseignants établis à l'extérieur du Québec. Pour nombre d'entre nous, l'AIEQ représente un point d'ancrage

indispensable : un soutien institutionnel, intellectuel et parfois matériel qui rend possible la recherche sur le Québec et son enseignement auprès de publics internationaux. Leurs ressources pédagogiques, telles que *Le Québec, connais-tu?* et la série de vidéos « Voyage en littérature québécoise », sont autant de ressources que nous pouvons ensuite partager à nos étudiants. Leur programme de tournée d’auteurs et de réalisateurs a également permis à de nombreux auteurs et réalisateurs d’ici, tels Michel Jean, Kim Thúy et Dany Laferrière de faire connaître leur œuvre à l’étranger, d’échanger avec de nouveaux lectorats, comme autant de cartes de visite du Québec laissées à l’international.

À ce titre, l’AIEQ constitue un outil essentiel de la paradiplomatie québécoise. Par son soutien aux colloques internationaux, aux publications, aux réseaux de recherche et aux échanges universitaires, elle renforce la présence intellectuelle et culturelle du Québec sur la scène internationale dans les milieux académiques. Cette forme de diplomatie du savoir, fondée sur la crédibilité scientifique et la coopération, est particulièrement précieuse dans le contexte géopolitique actuel.

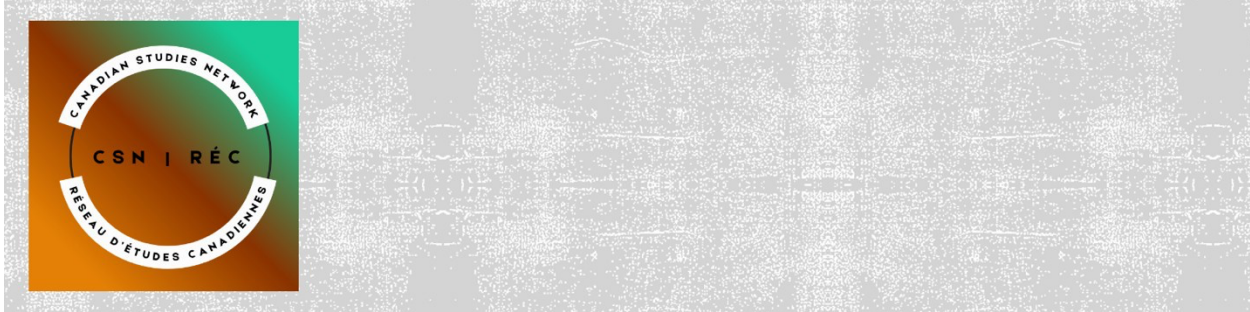
Je tiens d’ailleurs à préciser que notre association a pu bénéficier, depuis sa fondation, d’un important soutien de la part du gouvernement du Québec, notamment par l’entremise du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et le réseau des délégations du Québec à l’étranger, et nous vous en sommes grandement reconnaissants. Cela étant, considérant l’importance de l’AIEQ dans les milieux académiques, ses contributions multiples et son rôle unique – lequel n’est rempli par nul autre –, nous vous invitons à reconsidérer votre décision de mettre un terme au financement de l’AIEQ.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.

Olivia J. Choplin, Ph.D.
Présidente, American Council for Québec Studies
Associate Professor of French

Elon University

- c. c. Mme Christina Keppie, vice-présidente de l’ACQS
- Mme Yulia Bosworth, présidente sortante de l’ACQS
- Mme Erin Edgington, trésorière de l’ACQS
- Mme Holly Collins, secrétaire de l’ACQS
- Mme Juliette Rogers, éditrice-en-chef de la revue *Québec Studies*
- M. Alexandre Turgeon, coordonnateur des médias sociaux de l’ACQS
- Mme Isabelle Fournier, conseillère de l’ACQS
- Mme Suela Sefa, directrice générale de l’AIEQ
- M. Claude Hauser, président de l’AIEQ
- Mme Agnès Blais, responsable des services aux membres de l’AIEQ



29 avril 2026

Madame la première ministre du Québec,

C'est au nom du Réseau d'études canadiennes | Canadian Studies Network (RÉC | CSN) que nous vous écrivons afin d'exprimer notre soutien à l'Association internationale d'études québécoises (AIEQ) dans le cadre des coupes budgétaires exprimées par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) à son endroit. Ce dernier a envoyé le 13 avril un avis de fermeture à l'AIEQ, ce qui met en péril l'avenir de l'organisme.

Depuis près de trente ans, l'AIEQ représente un pilier important de la recherche sur le Québec. Œuvrant à l'échelle locale et internationale, cet organisme joue un rôle essentiel dans le développement de la recherche et de la collaboration en études québécoises. Il s'agit également du plus grand réseau international en études québécoises. L'AIEQ effectue un travail essentiel dans la mise en valeur du Québec dans le monde : cette communauté internationale fait connaître la culture, la science, les arts et les productions du Québec à l'échelle locale et mondiale.

Or, supprimer son financement priverait toute une communauté de chercheur.euse.s, d'enseignant.e.s, d'artistes, d'écrivain.e.s et d'étudiant.e.s d'un lieu de diffusion, de dialogue et d'échange. Cela mettrait fin à près de trois décennies de travail œuvrant à faire rayonner la culture, l'histoire et la société québécoises au-delà des frontières du Québec. L'AIEQ exerce une influence importante dans la mise en valeur des études du Québec dans le monde — que ce soit dans le milieu universitaire ou culturel. La décision du MRIF sous-estime gravement l'importance et l'impact d'un tel réseau qui soutient les individus d'ici et d'ailleurs qui s'intéressent à l'étude du Québec.

Les programmes structurants de l'AIEQ, développés au fil de ses 29 ans d'existence, ont des retombées importantes. Ces derniers soutiennent les activités scientifiques et les tournées d'artistes et d'écrivain.e.s, offrent une aide à la traduction et à la diffusion de produits culturels québécois, accompagnent la relève scientifique à l'aide de divers programmes de bourses et promeuvent l'enseignement de contenus québécois à l'étranger. Ces rôles ne peuvent être remplacés par les délégations du Québec à l'étranger. Couper le financement de l'AIEQ, c'est négliger son impact structurant sur un réseau composé de dizaines de milliers d'individus intéressés par l'étude du Québec.

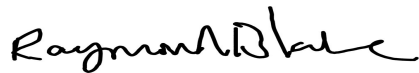
En tant qu'organisme promouvant l'étude du Canada, nous nous devons de réaffirmer notre soutien envers les études québécoises et envers l'AIEQ. La vitalité des études canadiennes repose sur la diversité des perspectives qu'elles rassemblent : le Québec en fait indéniablement partie. Nous sommes très inquiets des répercussions que cette décision pourrait avoir sur la compréhension du Québec — celui du passé, d'aujourd'hui et de demain. Les études canadiennes ne sont pas monolithiques, elles requièrent des perspectives sur les communautés francophones au sein du Québec et au-delà. Supprimer le financement de l'AIEQ affaiblirait donc l'intérêt national et mondial envers les études québécoises, mais aussi canadiennes.

Au nom du Réseau d'études canadiennes | Canadian Studies Network, nous exprimons notre solidarité avec nos collègues de l'Association internationale d'études québécoises et réaffirmons notre attachement aux études sur le Québec et les francophonies canadiennes. La suppression de l'AIEQ constituerait une perte importante et irremplaçable pour nos sociétés. Nous demandons donc que le MRIF reconsidère cette décision.

Recevez, Madame, mes salutations distinguées,



Laura Bisailon, Université de Toronto
Coprésidente, Réseau d'études canadiennes | Canadian Studies Network



Raymond B. Blake, University of Regina
Coprésident, Réseau d'études canadiennes | Canadian Studies Network

Lettre ouverte des récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique membres de l'AIEQ

Cette lettre a été écrite par Carmen Mata-Barreiro, Professeure émérite, Universidad Autónoma de Madrid et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2024, et signée par 12 membres de l'AIEQ récipiendaires de l'OFA.

Elle a été envoyée aux médias le 6 mai 2026

L'AIÉQ, l'efficacité d'un réseau de chercheurs et la visibilité de l'excellence universitaire du Québec

De nos jours, les projets ambitieux doivent s'appuyer sur des réseaux et créer de synergies, et il faut toujours des moteurs capables de tisser des liens et de bâtir des ponts avec intelligence, énergie et empathie.

L'Association Internationale des études québécoises a montré sa capacité d'être un moteur essentiel pour la reconnaissance internationale de l'expertise québécoise et de la qualité de sa culture. Elle a réussi, depuis 1997, à appuyer des tournées d'auteur.e.s et créateurs/trices et à aider des chercheur.e.s -et très particulièrement de jeunes chercheur.e.s- de tous les continents à approfondir la connaissance de l'excellence universitaire québécoise et à la faire reconnaître dans des congrès et des publications. On peut constater l'effet démultiplicateur de ses actions dans le dynamisme des traductions d'écrivain.e.s québécois.e.s, dans la fascination que le cinéma québécois éveille ailleurs, dans le succès des revues savantes et culturelles et de la plateforme Érudit dans la formation des étudiant.e.s et chercheur.e.s étrangers/ères.

L'AIÉQ a su nourrir l'engagement de beaucoup de chercheur.e.s et professeur.e.s étrangers/ères, qui, à notre tour, et grâce à son appui, non seulement nous nous investissons dans la recherche et la formation universitaire en intégrant des contenus et des approches propres au Québec mais construisons aussi des synergies avec d'autres acteurs, appartenant aux milieux diplomatiques, culturels et académiques, en vue de renforcer la reconnaissance de la qualité de la culture et de la culture scientifique québécoises.

Ceux et celles qui avons l'honneur d'être récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique, savons gré à l'AIÉQ de son action, constante et dynamique, et de la façon dont elle a su nous rendre des « ambassadeurs culturels ». La qualité et l'efficacité de son travail méritent l'appui du gouvernement du Québec. Mettre fin au soutien financier comporterait la destruction de l'énergie créée et nourrie par l'AIÉQ et nuirait à la visibilité et à la reconnaissance de la culture et de la recherche québécoises.

Carmen Mata-Barreiro, Professeure émérite, Universidad Autónoma de Madrid et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2024

Linda Cardinal, Professeure émérite à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, Ordre du Canada, Secrétaire internationale de la Société royale du Canada et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2021

Wim Remysen, Professeur titulaire, Université de Sherbrooke, responsable du Fonds de données linguistiques du Québec (FDLQ), membre du Centre de recherche interuniversitaire sur le français en usage au Québec (CRIFUQ) et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2024

Paola Puccini, Professoressa ordinaria di Lingua, traduzione e linguistica francese, Université de Bologne, directrice du Centro Interuniversitario di Studi Quebecchesi (CISQ), Chevalière de l'ordre des Arts et des Lettres, récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2022

Licia Soares de Souza, professeure émérite de l'Université de l'État de Bahia, au Brésil, professeure associée à l'Université du Québec à Montréal et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2024

Hans-Jürgen Lüsebrink, Professeur sénior, Université de la Sarre (Saarbrücken, Allemagne), Professeur associé à l'Université Laval (Québec) et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2021

Françoise Sule, Professeure émérite, Université de Stockholm, Médaille du 50^e anniversaire du ministère des Relations internationales et de la Francophonie 2017, Médaille du Gouverneur général du Canada 2017, enseignante Senioruniversitetet, Suède et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2020

Dr. Miléna Santoro, Professeure, Georgetown University, récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2019

Pierre Nepveu, Professeur émérite, Département des littératures de langue française, Université de Montréal, écrivain, Ordre du Canada C.M. et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2019

Marie-Christine Weidmann Koop, Ph.D., Professeure émérite de civilisation française et francophone, University of North Texas, Officier dans l'Ordre des Palmes Académiques (France), Récipiendaire de la Médaille de la Renaissance Française (France), Présidente honoraire de l'American Association of Teachers of French et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2014

Ursula Mathis-Moser, Professeure émérite, Université d'Innsbruck, Autriche, Prix international du Gouverneur général en études canadiennes (Ottawa, 2019), Prix Jean Éthier-Blais de critique littéraire pour *Dany Lafferrière. La dérive américaine* (2003), et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2012

Ingo Kolboom, Professeur émérite, Université technique de Dresden (TUD), Allemagne, Président du conseil d'administration de l'AIÉQ 1999-2004, Chevalier de l'Ordre National du Québec 2005, Docteur honoris causa de l'UQÀM et de l'Université de Moncton (NB) et récipiendaire de l'Ordre des francophones d'Amérique 2010

Peter Klaus, Professeur émérite, Freie Universität Berlin, Chevalier de l'ordre national du Québec 2017

Lettre parue dans *Le Devoir* le 7 mai 2026

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/978266/litterature-quebec-doit-aussi-vivre-ailleurs?>

La littérature du Québec doit aussi vivre ailleurs. Il faut que des ambassadeurs vivants renouvellent et portent la flamme de notre parole singulière à l'étranger.

Monique Proulx

L'autrice est écrivaine. Elle cosigne cette lettre avec 24 consœurs et confrères.
Publié à 0h00

Madame la Première Ministre, Monsieur le Ministre des Relations internationales et de la Francophonie, nous apprenons avec stupéfaction que vous vous apprêtez à démanteler l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), organisme qui nous a permis en tant qu'auteurs et autrices de rayonner sur la scène internationale à d'innombrables reprises, organisme qui est l'un des fleurons les plus efficaces et les moins onéreux qui soient quand il s'agit de faire circuler dans le monde l'âme de la culture québécoise.

Car l'AIEQ est beaucoup plus qu'un organisme : c'est un réseau historique, tissé serré, construit laborieusement au fil des années, édifié à force de passions et de complicités avec des professeurs, des départements universitaires, des chercheurs, des agents culturels de tous les pays, tous mobilisés pour soutenir sur leur sol la diffusion de nos œuvres et de notre identité spécifique québécoise.

Et ce réseau archi-précieux, nourri de longue haleine, qui a fait des merveilles avec un budget déjà famélique, on le jetterait par-dessus bord sous prétexte qu'il est interchangeable et remplaçable... remplaçable par quoi et qui, au juste ?

Les délégations québécoises déjà en place à l'étranger, avancez-vous.

Malgré toute l'estime que nous leur portons, les diplomates et les employés de nos délégations québécoises à l'étranger, déjà fortement sollicités, ne peuvent en aucun cas apprendre sur le vif un rôle et une expertise que l'AIEQ, dotée de plus de 500 membres à travers le monde, a mis 30 ans à peaufiner.

Comme plusieurs de mes collègues écrivains, j'ai eu la chance de participer à de courtes tournées organisées par l'AIEQ, et je peux assurer, d'une part, qu'elles sont menées avec un souci d'économie spartiate, et, d'autre part, qu'elles donnent des résultats incroyables : ces tournées affermissent magistralement notre présence sur des sols ouverts aux cultures francophones — que ce soit en ce qui me concerne en Espagne, au Brésil, aux États-Unis et même en France. Rien n'est jamais acquis, il faut sans arrêt que des ambassadeurs vivants renouvellent et portent la flamme de la parole et de la singularité québécoise à l'étranger.

Démanteler l'AIEQ serait une décision profondément contradictoire avec le mandat avoué de votre gouvernement, qui est de préserver et faire briller l'identité québécoise et la francophonie.

Démanteler l'AIEQ serait, à vrai dire, une décision suicidaire.

Mais qu'il est encore temps de révoquer, puisque les erreurs sont permises tant et aussi longtemps qu'on les reconnaît. Et l'une des forces de votre gouvernement, ces dernières années, a d'ailleurs été de courageusement changer de cap chaque fois que l'intelligence le dictait.

Nous avons foi en votre intelligence.

Ont aussi cosigné cette lettre : Alain Beaulieu ; Rodney Saint-Éloi ; Claudia Larochelle ; Dominic Marcil ; Lise Gauvin ; Christian Guay-Poliquin ; Juliana Léveillé-Trudel ; Kim Thuy ; Catherine Morency ; Gérald Gaudet ; Nancy Reichl Lange ; Lula Carballo ; Pierre Nepveu ; Lucie Lachapelle ; Marie-Célie Agnant ; Bernard Andrès ; Fanny Britt ; Alexandre Belliard ; Akos Verbozzy ; Louise Dupré ; Maya Cousineau-Mollen ; Louis Hamelin ; Danièle LeBlanc ; Kristina Gauthier-Landry.

Lettre parue dans *Le Devoir*, le 6 mai 2026

<https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/977804/detruire-aieq-serait-catastrophe-etudes-quebecoises?>

Détruire l'AIEQ serait une catastrophe pour les études québécoises

Le Québec demeure souvent peu connu à l'étranger, il faut que nous soyons étudiés, analysés, comparés.

Pierre Nepveu

L'auteur est écrivain et professeur émérite de l'Université de Montréal

Publié à 0h00

Madame la Première Ministre, vous assumez vos fonctions depuis quelques semaines à peine, vous le faites avec une dignité que je salue, portée par un dynamisme et un esprit constructif qui vous honorent. Or, je viens vous parler aujourd'hui d'une destruction appréhendée, qui se concrétisera dans moins d'un mois et dont le maître d'œuvre est votre ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christopher Skeete.

Il s'agit de la destruction de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), prétendument devenue superflue pour le rayonnement des études québécoises à l'étranger, [avons-nous appris dans *Le Devoir*](#).

Des pétitions vous ont été adressées depuis. Plusieurs personnalités, des artisans de ce rayonnement et cinq ex-ministres des Relations internationales vous ont alertée à ce sujet. Comme eux, c'est avec une immense tristesse et beaucoup d'incrédulité que je vois s'approcher la date fatidique de la mort de l'AIEQ, une institution au budget extrêmement modeste ([environ 400 000 \\$](#)) et qui se montre année après année indispensable comme foyer d'un réseau de chercheurs, de professeurs et d'étudiants qui ont en commun, sur les cinq continents, un intérêt profond, démontré, pour divers aspects de la société québécoise, notamment dans les domaines de la littérature, de la sociologie, de la science politique, de la linguistique, de l'histoire.

À titre de littéraire et en tant qu'officier de l'Ordre national du Québec pour ma contribution à la vie littéraire au Québec et à son rayonnement, je veux vous parler en quelques mots de mon expérience. Au cours de ma longue carrière, j'ai pu présenter des conférences ou participer à des colloques sur le Québec dans de nombreux pays : États-Unis, Irlande, Grande-Bretagne, France, Belgique, Italie, Allemagne, Pologne, Brésil, Japon. En 2025, c'est grâce à un financement partiel de l'AIEQ que j'ai pu me rendre à Paris parler à des étudiants de notre poète national, Gaston Miron, qui est au programme du grand concours de l'agrégation.

En 2017, grâce à un même soutien, j'ai pu faire un séjour de trois semaines au Japon : savez-vous que dans ce pays, dans des dizaines d'universités, plus d'une cinquantaine de chercheurs enseignent et font rayonner le Québec, sa culture, sa société, au sein de l'Association japonaise des études québécoises ? Ils aiment ce que nous sommes, ils ont

très souvent fait des séjours ici pour mieux nous connaître et mieux se documenter. Très souvent, l'AIEQ est leur porte d'accueil, leur foyer d'information, et ils voient ensuite certains de leurs meilleurs étudiants séjourner à leur tour chez nous grâce à des bourses. Il ne s'agit là que d'un exemple.

Les réunions de l'AIEQ, auxquelles je participe, mettent en présence, directe ou virtuelle, des chercheurs de tous les pays que je viens de mentionner, et d'autres encore comme l'Inde ou la Corée du Sud. Ce réseau est riche et indispensable et, sans l'AIEQ, il serait singulièrement affaibli, voire perdu.

Mesurez-vous, Madame la Première Ministre, la valeur inestimable, en termes de connaissance et d'affection, qu'obtient ainsi le Québec grâce à un investissement presque dérisoire dans l'AIEQ ? Je ne peux croire qu'à peine en poste et visiblement motivée par le développement de notre société, de son économie et de sa culture, vous consentiez à un dommage grave et irréparable au rayonnement du Québec dans le monde. Oui, nos écrivains et nos artistes rayonnent, en France et ailleurs, mais le Québec demeure souvent peu connu : il faut que nous soyons étudiés, analysés, comparés, d'autant plus que notre histoire, nos institutions, notre démocratie apparaissent souvent exemplaires aux yeux des étrangers.

Je vous prie, Madame la Première Ministre, de revenir sur une décision malheureuse qui sème la consternation dans le milieu des études québécoises. Détruire l'AIEQ serait une catastrophe.

Pierre Nepveu
Écrivain, professeur émérite de l'Université de Montréal

Lettre de Pascal Brissette, Directeur, Programme d'études québécoises, Université McGill, parue dans [La Presse, rubrique opinions, 9 mai 2026 à 9h](#) :

Plaidoyer pour l'Association internationale des études québécoises

Photo de Kim Thúy : L'Association internationale des études québécoises organise des tournées d'auteurs comme Kim Thuy dans le monde.

Pourquoi se priver de ce puissant levier de diplomatie culturelle ?

Pascal Brissette fait valoir les actions de l'Association internationale des études québécoises, privé de son modeste financement par une récente décision ministérielle.

Madame la première ministre, en 2018, à l'Assemblée nationale, un député de la CAQ – alors dans l'opposition – défendait avec éloquence l'Association internationale des études québécoises (AIEQ). « Le gouvernement », lançait-il à la ministre alors en poste, « peut [...] saluer le travail formidable qui est fait d'une seule façon, en confirmant dès à présent son financement ».

Aujourd'hui, c'est votre propre gouvernement qui souhaite détruire ce puissant réseau de spécialistes du Québec. Le 13 avril dernier, votre ministre des Relations internationales et de la Francophonie a résilié la convention d'aide financière de son ministère avec l'AIEQ – un soutien dont l'organisme bénéficiait depuis sa fondation en 1997 – et a mis fin au prêt de personnel ainsi qu'aux locaux qui rendaient ses activités possibles. L'AIEQ, créée à l'initiative même du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, devra fermer ses portes dans quelques semaines. À titre de chercheur en études québécoises et de membre du conseil d'administration de l'AIEQ, je tiens à rappeler ce que cette décision met concrètement en péril.

Depuis 2002, l'Association internationale des études québécoises administre, grâce à une subvention du Conseil des arts et des lettres du Québec, un programme de tournées d'auteurs et de réalisateurs québécois : plus de 300 tournées ont ainsi été organisées dans le monde, celles de Kim Thúy, Michel Jean, Dany Laferrière ou Larry Tremblay parmi tant d'autres.

Ces séjours contribuent à inscrire la littérature québécoise dans les programmes universitaires et scolaires de dizaines de pays. L'AIEQ porte aussi *Le Québec, connais-tu ?*¹, un outil pédagogique numérique conçu en partenariat avec le ministère de la Langue française, qui sert aujourd'hui de référence à des professeurs de français langue étrangère sur tous les continents – de la Suède au Maine, de l'Estonie à la Catalogne. Faute de financement et d'infrastructure, ces programmes s'arrêteront.

Une bouchée de pain

Tout cela, pour environ 400 000 \$ par année. Une bouchée de pain. C'est le coût d'un levier de diplomatie culturelle et scientifique dont la portée est sans commune mesure avec le budget – un levier d'autant plus précieux qu'il échappe, comme l'ont rappelé cinq anciens ministres des Relations internationales dans la lettre qu'ils vous ont adressée, aux lignes de partis et au politique.

Au moment où nos voisins du Sud déclarent ouvertement la guerre à la recherche universitaire, on s'attendrait d'un gouvernement qui se dit nationaliste qu'il occupe ce terrain plutôt qu'il le déserte. Votre formation politique a su, en 2018, défendre l'AIEQ avec éloquence. Je vous demande aujourd'hui de faire preuve de cohérence et de revenir sur une décision qui contredit, ouvertement, les valeurs que votre gouvernement prétend incarner.

Consultez [*Le Québec, connais-tu?*](#)

Les soussigné·e·s, boursier·ère·s et jeunes chercheurs et chercheuses de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ)

À l'attention de

Madame la Première Ministre du Québec
Édifice Honoré-Mercier, 3^e étage
835, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1A 1B4

Madame la Première Ministre,

La décision du ministère des Relations internationales et de la Francophonie de couper le financement accordé à l'AIEQ nous a profondément alarmé·e·s. Non par intérêt personnel, puisque nos bourses ont déjà produit leurs effets, mais parce que nous mesurons mieux que quiconque ce que cette association représente concrètement pour la relève scientifique internationale et pour le rayonnement du Québec dans le monde.

L'AIEQ est, à ce jour, le seul organisme capable d'offrir simultanément à de jeunes chercheurs et chercheuses en provenance d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie un soutien financier, un réseau scientifique structuré et une appartenance à une communauté vivante centrée sur le Québec. Aucun autre acteur ne remplit cette fonction essentielle. Sans l'AIEQ, le Québec perdrait l'un de ses rares réseaux capables de former, sur la scène internationale, une relève profondément attachée à sa langue, à sa culture et à ses institutions.

À l'heure où la langue française et les cultures francophones font face à des pressions croissantes à l'échelle mondiale, le Québec ne peut se permettre de perdre ses ambassadeurs et ambassadrices qui incarnent son avenir intellectuel et scientifique aux quatre coins du globe. Il ne peut surtout pas abandonner une jeune génération qui a choisi le Québec, sa culture et sa pensée comme objets d'étude et d'engagement.

Dans un contexte où les coûts de la recherche ne cessent d'augmenter et où la précarité académique frappe durement les débuts de carrière, les bourses de l'AIEQ ne relèvent pas d'un appui symbolique : elles permettent concrètement à de jeunes chercheurs et chercheuses de mener des travaux sur le Québec, d'établir des collaborations durables avec ses universités et de contribuer activement à son rayonnement intellectuel.

Pour nombre d'entre nous, ce soutien a été déterminant. Sans lui, des séjours scientifiques essentiels n'auraient jamais vu le jour, des projets auraient été abandonnés et des travaux dont le Québec bénéficie aujourd'hui n'auraient tout simplement pas existé. Les nombreuses bourses de mobilité offertes par l'AIEQ ont également joué un rôle essentiel dans la circulation internationale des connaissances sur le Québec, en permettant à la relève scientifique de présenter ses travaux dans des colloques et congrès d'envergure. En fragilisant l'AIEQ, ce sont d'abord les jeunes chercheurs et chercheuses en début de carrière, désireux de faire rayonner à travers le monde la culture, la langue et la richesse intellectuelle du Québec, que l'on condamne.

Mais au-delà des trajectoires individuelles, c'est aussi l'avenir même des études québécoises à l'international que l'on sacrifie. La disparition de l'AIEQ provoquerait une rupture durable dans la chaîne de transmission des savoirs sur le Québec et mettrait en péril des collaborations interuniversitaires que des années d'investissement public et privé ont permis de bâtir.

C'est pourquoi nous vous adressons cet appel collectif : reconsidérez la décision de supprimer le financement de l'AIEQ. Il est encore possible d'éviter qu'une telle décision ne brise l'élan d'une génération de jeunes chercheurs et chercheuses et n'affaiblisse durablement la capacité du Québec à se faire connaître, comprendre et aimer bien au-delà de ses frontières.

Sauvegarder l'AIEQ, c'est choisir d'investir dans la présence intellectuelle et culturelle québécoise au-delà de l'Amérique du Nord. **Condamner l'AIEQ, c'est éteindre sûrement la voix du Québec dans le monde.**

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ces considérations et vous prions d'agréer, Madame la Première Ministre, nos salutations les meilleures.

Les soussigné·e·s :

Aimée Dion, récipiendaire de bourses pour la participation à des colloques en 2024 et 2025, candidate au doctorat, chargée de cours au département des sciences historiques, Université Laval (Canada).

Alexis Lacasse, récipiendaire de bourses pour la participation à des colloques aux États-Unis en 2022 et 2025, doctorant en lettres françaises, Université d'Ottawa (Canada).

Bernardo Emmanuel, récipiendaire de la bourse AIEQ-Globe en 2024, Institut national de la recherche scientifique, Montréal (Canada).

Carla Bodo, récipiendaire de la bourse AIEQ-Globe en 2025, candidate au doctorat en études urbaines, Université de Québec à Montréal (Canada).

Claire David, récipiendaire de la bourse Gaston-Miron en 2024, doctorante en littérature, Université de Tours (France).

Clara Visentin, récipiendaire de la bourse AIEQ-LexiQcorpus en 2025, Université catholique de Louvain (Belgique).

Davide Ferrara, récipiendaire de la bourse AIEQ-LexiQcorpus en 2025, interprète indépendant, diplômé de l'Université des Études Internationales de Rome (Italie).

Diana Mistreanu, récipiendaire de la bourse Jean-Cléo-Godin en 2024, Universität Passau (Allemagne).

Eugénie-Raphaëlle Pelletier, récipiendaire d'une bourse de mobilité pour participer à une conférence en 2025, lectrice d'échange québécoise, Université de Bologne (Italie).

Fabio Scetti, récipiendaire de la bourse AIEQ en vue du financement du terrain de recherche pour le projet BridgePORT et de la « Tournée Internationale d'Expert » en Amérique du Nord en 2018 et des bourses AIEQ-CRIEM en 2023 et 2024, professeur associé au département des littératures de langue française, Centre de recherches interdisciplinaires en études montréalaises (CRIEM), Université McGill (Canada).

Jody Danard, première récipiendaire de la bourse AIEQ-Globe en 2023 et d'une bourse pour la participation à la première École d'été européenne en études canadiennes (ESSCS), Universität Bremen (Allemagne) et Université du Québec à Montréal (Canada).

Laure Alexandre, récipiendaire de la bourse Gaston-Miron en 2025, Université Paul Valéry, Montpellier (France).

Nao Sasaki, récipiendaire de la bourse Jean-Cléo-Godin en 2021, professeure assistante, Université Meiji (Japon).

Samuel Thétaz, premier récipiendaire de la bourse Yvan Lamonde en 2025, Collaborateur au Centre suisse d'études sur le Québec et la Francophonie, Université de Fribourg (Suisse).

Silvia Calvi, récipiendaire de la bourse de recherche en études québécoises AIEQ-CISQ en 2026, postdoctorante, Università Cattolica del Sacro Cuore, Milan (Italie).

Wafaa Boughabi, récipiendaire d'une bourse de mobilité en 2026, étudiant de Master en Français, Communication et Translittératie Numérique, Université Ibno Zohr d'Agadir (Maroc).

Lettre de Yulia Bosworth, professeure de linguistique française, Binghamton University, New York, présidente sortante de l'American Council for Quebec Studies (ACQS) et membre de son conseil d'administration, présidente de l'Association de Linguistique du Canada et des États-Unis (LACUS)

Cette lettre a été transmise aux médias le 1^{er} mai 2026

Enlever un mur porteur d'un bâtiment, c'est risquer l'effondrement de toute la structure qu'il soutient. Mettre fin à l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), ce pilier unique en son genre, qui appuie les professeurs et chercheurs engagés à faire connaître et à valoriser la culture québécoise, constituerait un geste de destruction aux conséquences profondes.

À titre de vice-présidente puis présidente du Conseil américain des études québécoises de 2019 à 2025, pour lequel l'AIEQ s'est imposée comme un partenaire fiable et de tout premier plan, j'ai pu constater de première main l'apport concret de son équipe, marqué par un dévouement et un professionnalisme remarquables, au soutien des universitaires qui travaillent sur le Québec et contribuent à son rayonnement.

Cet engagement s'inscrit dans un contexte particulièrement porteur : celui de la formation des jeunes à qui nous transmettons à la fois l'amour de la langue française et la conviction de sa pertinence sur notre continent, tout en mettant en valeur la culture québécoise comme moteur essentiel de sa vitalité en Amérique du Nord. Et j'en constate concrètement des effets, année après année : des cohortes d'étudiants et étudiantes défendent avec conviction le français parlé au Québec, écoutent de la musique québécoise, et choisissent le Québec comme destination francophone privilégiée d'immersion linguistique et de découverte culturelle.

Mais dans un contexte de grave manque de ressources – financières et temporelles – au sein de nos universités, où les sciences humaines et sociales doivent constamment justifier leur valeur, la passion des professeurs et professeures pour la mise en valeur de la culture québécoise ne suffit pas.

C'est précisément là que l'AIEQ, et nulle autre instance, joue un rôle irremplaçable. Affirmer que les « équipes sur le terrain » peuvent assurer pleinement « le rayonnement culturel, scientifique et académique du Québec à l'international » revient à méconnaître profondément ce terrain.

Au fil de ma carrière, j'ai participé à des dizaines de collaborations, de colloques, d'ateliers et de projets de diffusion des connaissances sur le Québec, y compris auprès du grand public. L'AIEQ en a initié, soutenu ou accompagné une part significative. Je peine à citer un exemple comparable du côté des équipes en question.

Ce n'est pas nécessairement faute de volonté de la part de ces acteurs, dont nous reconnaissons pleinement l'importance et le soutien : ce rôle suppose un savoir-faire propre au milieu universitaire, des réseaux et une adhésion du milieu qui dépassent souvent ce que ces équipes sont en mesure de mobiliser.

Récemment, j'ai animé un atelier intitulé « Pourquoi le Québec reste-t-il essentiel dans l'enseignement du français dans l'État de New York dans le contexte géopolitique actuel ? » auprès

d'enseignants souhaitant intégrer davantage la culture québécoise à leurs cours. Bien que j'y aie présenté à la fois la Délégation générale du Québec à New York et l'AIEQ comme ressources, les échanges se sont naturellement tournés vers l'AIEQ. Car c'est elle qui offre des stages de perfectionnement, des outils pédagogiques soigneusement élaborés et pertinents tels que *Le Québec, connais-tu?*, ainsi qu'un accès concret à un réseau de spécialistes.

Dans mon travail de recrutement de la relève en études québécoises – auprès d'étudiants ou de collègues en début de carrière appelés à choisir leur ancrage dans la francophonie – je mets en avant l'engagement de l'État québécois en faveur de la création et de la diffusion des connaissances sur le Québec, où le ministère des Relations internationales et de la Francophonie et l'AIEQ agissent de manière complémentaire, avec une cohérence et une complicité rares.

Mettre fin à l'AIEQ, c'est perdre la capacité de porter cet argument et compromettre gravement le pouvoir d'attraction du Québec.

L'impact des organismes tels que l'AIEQ ne se mesure pas facilement – du moins pas en indicateurs simples ni en retombées immédiates. C'est souvent seulement lorsqu'il disparaît que l'on prend la pleine mesure de ce qu'il rendait possible jusque-là.

Yulia Bosworth

Professeure de linguistique française
Directeur des études de premier cycle
Université Binghamton, Binghamton, New York

Membre du conseil d'administration de l'American Council for Quebec Studies (ACQS) et présidente sortante
Présidente de l'Association de Linguistique du Canada et des États-Unis (LACUS)
Membre du conseil d'administration de l'Association internationale des études québécoises

Bologne, le 5 mai 2026

Madame Christine Fréchette

Première Ministre du Québec
Édifice Honoré-Mercier, 3^e étage,
835, boul. René-Lévesque Est,
Québec (Québec), G1A 1B4

Madame la Première Ministre,

Sous le choc de la nouvelle de l'imminente fermeture de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) le 4 juin prochain, je, Paola Puccini, Directrice du Centre interuniversitaire des Études québécoises en Italie, voudrais prendre la parole pour exprimer ma profonde déception par rapport à une décision qui est, à mes yeux, incompréhensible.

Ici, de l'autre côté de l'Océan, là où, depuis le début des années 1970, on étudie, on enseigne la langue, la littérature et la culture québécoises au plus haut niveau de la formation, c'est-à-dire à l'Université, nous sommes déconcertés. Le CISQ, basé à l'Université de Bologne, œuvre au renforcement des relations Québec-Italie. Il a été créé en 1998 à partir du *Centro di Studi Quebecchesi* (CISQ), fondé à l'Université de Bologne en 1984 par Franca Marcato, professeure titulaire de littératures francophones au Département de Langues, Littératures et Cultures Modernes de l'Université de Bologne. Le CISQ est encore à ce jour l'unique centre de recherche en Italie dédié *exclusivement* aux études québécoises.

Le CISQ, composé de 8 unités : Bologne, Bari, Florence, Gènes, Milan, Rome (UNINT), Turin et Trente, organise chaque année des séminaires, des journées d'étude et des conférences internationales dans le but de promouvoir la littérature et la culture québécoises. Tous les membres du CISQ assurent des cours concernant la langue, la littérature et/ou la culture québécoises dans leur université d'appartenance.

Le Centre possède une collection qui accueille les actes des colloques organisés avec l'aide financière du CISQ. Cette ligne éditoriale est dirigée par moi-même à l'Université de Bologne.

Les colloques, les conférences et les séminaires organisés par le CISQ ont été possibles grâce au soutien de l'Association Internationale des Études Québécoises (AIEQ), qui a permis à des professeurs et des écrivains québécois de faire rayonner la littérature et la culture du Québec à Bologne et ailleurs en Italie.

L'AIEQ a été toujours un partenaire essentiel pour poursuivre notre objectif, pour pouvoir faire rayonner dans notre pays les écrivains, les dramaturges, les linguistes, les spécialistes de toutes disciplines, venus du Québec. La langue et la littérature québécoises ont raisonné dans les salles de nos universités du nord au sud de l'Italie. Nous croyons que cette magnifique langue québécoise, son histoire, son attachement à un projet de société soit un exemple à montrer à nos étudiants. Une langue dont la fierté se mesure à son indépendance du modèle hexagonal, se mesure encore dans la volonté des lexicographes de la décrire pour qu'elle parle d'appartenance, d'identité, de valeurs partagées, d'inclusion et de médiation. Le soutien de l'AIEQ pour les spécialistes du Québec à l'étranger est essentiel pour que notre activité de chercheur continue et pour que la diplomatie culturelle alimente une pensée interculturelle. D'une rive à l'autre de l'océan nos nations se joignent avec des intentions communes, des idées qui se répondent et qui se forment ensemble. Les recherches qui portent sur le Québec sont interdisciplinaires et reflètent amplement les préoccupations de nos sociétés.

Les projets, le rayonnement de la langue et de la littérature québécoises dans les Universités italiennes et auprès d'un public plus vaste, les accords avec les universités québécoises qui permettent à des jeunes québécois de venir en Italie poursuivre leurs études et à des étudiants italiens de découvrir la richesse de la culture québécoise, les prix littéraires, les collaborations scientifiques, les nombreuses publications, toutes ces activités qui mettent à l'honneur le Québec en Italie, sont possibles seulement avec le soutien et la précieuse collaboration de l'AIEQ. En effet, c'est grâce à l'engagement de son Président, Monsieur Claude Hauser, et de sa Directrice générale, Madame Suela Sefa, que nous sommes en mesure de poursuivre une très longue tradition d'études québécoises en Italie. Avec l'Association internationale des études québécoises, on partage la même mission et la même passion, convaincus que le Québec est un vrai laboratoire à partir duquel le monde entier peut lire le présent et chercher les solutions aux défis qui nous attendent dans le futur.

Voilà pourquoi, Madame la Première Ministre, je tenais à vous faire part de l'importance stratégique de l'AIEQ pour tous les chercheurs étrangers qui, en tant qu'Ambassadeurs, travaillent pour apprendre et diffuser le savoir québécois. Je me permets d'ajouter, enfin, que le soutien de l'AIEQ est indispensable, surtout dans l'optique d'envisager le futur de nos études québécoises qui se démarquent par leur excellence dans le panorama universitaire italien. Ma préoccupation majeure est de cultiver une relève qui puisse poursuivre la passion qui a animé, en Italie, les précurseurs des années 1980 et qui est encore très vive dans le présent.

Voilà pourquoi, Madame la Ministre, je m'unis aux nombreuses voix qui se sont levées dans le monde entier pour que l'AIEQ puisse continuer son activité d'opérateurs essentielle au sein des diplomaties culturelles et interculturelles. Ne pas reconnaître la valeur de l'AIEQ me semble démontrer une vision myope de l'avenir que je ne reconnais pas dans le Québec qui m'a formée pendant mon Doctorat à Montréal. Le Québec que j'aime est un Québec qui croit aux relations interculturelles, à la culture et à sa centralité au cœur des relations internationales et diplomatiques, c'est ce Québec que je vais continuer à faire connaître à mes étudiants pour qu'ils aient le goût de le connaître de près et de s'enrichir à son contact.

Je vous invite respectueusement à reconsidérer la fermeture de l'AIEQ afin de préserver le rayonnement international de la culture québécoise et de soutenir la relève académique qui contribue à notre diplomatie culturelle.

Je vous remercie pour votre attention, Paola Puccini



Paola Puccini (PhD)
Professeure titulaire de Langue et Littérature québécoise
Chevalière de l'ordre des Arts et des Lettres
Chevalière de l'Ordre des francophones d'Amérique
Directrice du *Centro Interuniversitario di Studi Quebecchesi* (CISQ)
Directrice de la Revue *Interfrancophonies*
Université de Bologne-Alma Mater Studiorum
Département de Langues, Littératures et Cultures modernes
Via Cartoleria, 5
4014 Bologna

Université du Québec à Montréal

Résolution du Département d'études littéraires

**Adoptée à l'unanimité lors de l'assemblée départementale du
Département d'études littéraires**

À Montréal, le 22 mai 2026

**DÉPARTEMENT D'ÉTUDES LITTÉRAIRES
ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE**

Extrait du procès-verbal de l'assemblée départementale (régulière) du Département d'études littéraires, tenue le vendredi 22 mai 2026 à 9 h 30, dans la salle J-4225 du pavillon Judith-Jasmin à Montréal.

15. Appui du Département d'études littéraires à l'AIEQ

RÉSOLUTION DEL 2026-05-22/808

ATTENDU la valeur accordée par le Département d'études littéraires à l'étude de la littérature et de la culture québécoises depuis plus de cinquante ans, dans les programmes de formation, comme dans la recherche et la création des professeur.es, chargé.es de cours et étudiant.es;

ATTENDU que le Département d'études littéraires héberge et appuie, depuis sa création, la seule revue savante spécifiquement consacrée à la littérature québécoise, *Voix et images*;

ATTENDU que les diplômé.es du Département d'études littéraires, par leur implication dans la vie littéraire comme par leur enseignement au collégial, ont constamment contribué à la transmission et au renouvellement de la littérature québécoise;

ATTENDU le rôle crucial joué par l'Association internationale d'Études québécoises (AIEQ) dans la valorisation de la littérature et de la culture québécoises comme objet d'étude à l'international;

ATTENDU l'apport significatif de l'AIEQ dans la concrétisation des échanges culturels et scientifiques entre québécoises, partout dans le monde;

ATTENDU la démonstration effectuée dans de nombreux travaux savants de l'importance majeure des instances comme l'AIEQ dans la diplomatie culturelle et scientifique, par laquelle ces instances contribuent;

ATTENDU la décision regrettable du ministre des Relations internationales et de la Francophonie de mettre fin au financement de l'AIEQ;

IL EST PROPOSÉ par Jonathan Hope appuyé par Luc Bonenfant que le Département d'études littéraires;

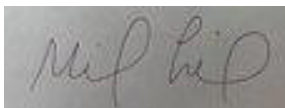
DÉNONCE la décision du ministre des Relations internationales;

INVITE le gouvernement du Québec à revenir sur cette décision et à s'engager à financer de manière pérenne l'AIEQ.

Personne ne demande le vote.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Le 22 mai 2026



Michel Lacroix
Directeur
Département d'études littéraires
Université du Québec à Montréal



Soutien de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU)

Préservation de l'autonomie de la recherche et diplomatie scientifique au Québec

Publié sur le compte LinkedIn de la FQPPU

3 juin 2026

La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) s'associe à plus de 60 universitaires, chercheurs·euses et acteurs·trices du milieu culturel pour dénoncer la décision du gouvernement Fréchette d'abolir le financement de l'**Association internationale des études québécoises (AIEQ)** (<https://www.facebook.com/aieq.qc.ca>).

En transférant l'enveloppe budgétaire de l'AIEQ directement aux délégations générales du Québec à l'étranger, le ministre Christopher Skeete démantèle un réseau d'excellence de 500 chercheurs·euses réparti·es dans 40 pays.

La diplomatie scientifique doit être renforcée en complément, et non en remplacement, d'une association qui fait rayonner le Québec avec rigueur depuis 30 ans

La lettre complète dans Le Devoir : <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/984548/gouvernement-frechette-ouvre-voie-favoritisme?>

Soutien de Marie-Célie Agnant

L'art du sabrage, de plus en plus présent...

Il y a quelques années, les pressions des membres de l'AIEQ avaient eu raison des tentatives de la part des responsables gouvernementaux d'anéantir cet organisme indispensable, réputé pour le sérieux de son travail, son efficacité, et le respect dont il fait preuve dans ses rapports avec les écrivaines et les écrivains. À cette époque, la mobilisation avait su détourner le sabre. Aujourd'hui, l'air du temps, qui permet tout, autorise les destructeurs à remettre en place le couperet, le glas sonne.

L'équipe de l'AIEQ nous a fait part de l'état critique de leur situation:

“Le 13 avril 2026, le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) a résilié entièrement la Convention d'aide financière 2024-2027 entre le Ministre, le Fonds de recherche du Québec (FRQ) et l'AIEQ. De plus, le ministère a mis fin à l'Entente de prêt de services entre le MRIF, l'AIEQ et Suela Sefa, ce qui signifie que son mandat en tant que directrice générale de l'AIEQ prendra fin le 4 juin 2026. À cette date, l'AIEQ devra aussi quitter les locaux qu'elle occupe au 900, boulevard René-Lévesque Est, qui lui sont actuellement prêtés par le MRIF. La fermeture de l'AIEQ est donc imminente.”

Au diable les universitaires, leurs colloques, leurs études, leurs passions pour la langue et la littérature qu'ils essaient de par le monde. Au diable, leurs efforts pour promouvoir la culture, développer au fil du temps, tout un réseau d'études et de soutien à la littérature québécoise, et à la langue française, bien sûr. Les sempiternelles questions, les enjeux, les problèmes et tous les défis liés à la littérature d'un peuple, la préservation d'une langue, l'éducation dans son ensemble? Visiblement, cela ne concerne nullement les dirigeants. Déclin de la langue ? Sempiternelle rengaine utile uniquement lorsqu'il s'agit de rallier les troupes !

Ci-dessous, quelques lignes qui donnent un aperçu du travail auquel depuis tant d'années, s'adonne l'AIEQ, cet organisme que les responsables gouvernementaux jugent inutile.

L'Association internationale des études québécoises (AIEQ) est un réseau mondial de recherche sur le Québec fondé en 1997.

Sa mission est la promotion et le développement des études québécoises au Canada et à l'étranger.

L'AIEQ aide les étudiants, chercheurs et professeurs qui se consacrent à l'étude du Québec à participer et à organiser des événements scientifiques en leur offrant du soutien financier et logistique, ainsi qu'un accès privilégié à une communauté internationale pluridisciplinaire. Elle appuie également les professeurs de français langue étrangère ou langue seconde par la distribution de contenu sur le Québec.

L'Association contribue ainsi à mieux faire connaître et comprendre le Québec à l'échelle internationale. En novembre 2023, l'AIEQ comptait 320 membres parmi plus de 3 000 «québécoisistes» de par le monde.

L'AIEQ décerne les bourses et prix suivants:

- Bourses Gaston-Miron en littérature et culture québécoises et Jean-Cléo Godin, offertes en collaboration avec le Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ);
- Bourses de recherches en études québécoises pour les chercheurs des États-Unis, en collaboration avec l'American Council for Québec Studies;
- Bourses de séjour au Québec, en partenariat avec le Centre interuniversitaire d'études sur le Québec en Italie, l'Association japonaise des études québécoises et l'Association coréenne des études québécoises;
- Bourses pour la mineure en études québécoises et apprentissage par engagement communautaire, offertes en collaboration avec le Programme d'études québécoises de l'université McGill;
- Bourses d'inscription au programme en études québécoises de l'Université TÉLUQ;
- Bourses de formation à distance;
- Bourses de stage de perfectionnement en didactique du français langue étrangère;
- Prix de l'Association d'études canadiennes dans les pays germanophones;
- Bourses Auguste-Viatte, en collaboration avec l'Agence universitaire de la Francophonie, qui s'adressent à des étudiants et chercheurs des pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne.

Marie Cécile Agnant

Lula Carballo

PÉTITION

Sauvons l'AIEQ : ne laissons pas le rayonnement international du Québec se faire miner.



PÉTITION

SAUVONS L'AIEQ : NE LAISSONS PAS LE RAYONNEMENT INTERNATIONAL DU QUÉBEC SE FAIRE MINER

Lancée sur *change.org* (<https://www.change.org/p/sauvons-l-aieq-ne-laissons-pas-le-rayonnement-international-du-quebec-se-faire-miner>)

En date du 4 juin 2026, la pétition a récolté 1878 signatures

Considérant que : le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) a, en vertu de sa loi constitutive, la responsabilité de représenter le gouvernement en matière de diplomatie d'influence et qu'il doit favoriser le rayonnement du Québec

Considérant que : l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) a été créée, en 1997, avec le soutien du MRIF qui sentait le besoin de se doter d'un outil de diplomatie d'influence pour favoriser le rayonnement international du Québec.

Considérant que : l'AIEQ, au cours des trente dernières années, a mis en place et animé un vaste réseau international d'universitaires indépendants qui à travers leurs cours, leurs recherches et leurs publications aident à mieux faire connaître, comprendre et apprécier le Québec de manière objective

Considérant que : le MRIF a décidé récemment de ne plus accorder à l'AIEQ le soutien qu'il lui accordait depuis près de trente ans et que, de manière à économiser tout au plus 285 000\$, il est prêt à priver le Québec d'un outil de diplomatie qui a fait la preuve de son utilité et de son efficacité

Considérant que; plusieurs personnalités, dont Jean-François Lisée, ministre du MRIF de 2012 à 2014, et Christine Saint-Pierre, ministre du MRIF de 2014 à 2018, ont vivement critiqué cette décision qui est d'autant plus incompréhensible que chaque dollar investi dans l'AIEQ génère près de 25 dollars de contributions de la part des universités étrangères, notamment pour les salaires de ceux de leurs employés qui se consacrent à l'étude du Québec

Considérant que : sans le soutien financier du MRIF, l'AIEQ sera contrainte de cesser définitivement ses activités au plus tard le 4 juin 2026, qu'elle ne pourra plus : aider ses membres à réaliser leurs projets académiques servant à faire connaître le Québec, favoriser la formation d'une relève en études québécoises, garder les bureaux où elle a son siège social, aider les milliers de professeurs de français langue étrangère à faire découvrir le Québec à leurs élèves et, finalement, continuer à avoir à son service comme Directeur général un employé prêté par le MRIF

Considérant que : sans le soutien du MRIF, le réseau de l'AIEQ, qui compte plus d'un millier de québécoises, dont la moitié est membre cotisant de l'Association, cessera d'être

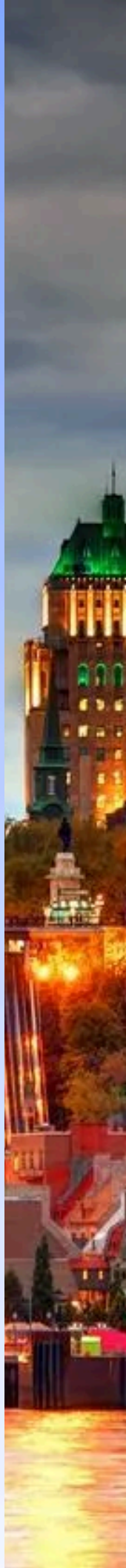
animé et sera condamné à disparaître, ce qui privera le Québec d'une foule de précieux ambassadeurs bénévoles.

NOUS LES SIGNATAIRES DE CETTE PÉTITION :

- Considérons que le Québec se doit de pouvoir continuer à se faire connaître, comprendre et apprécier dans le monde de manière objective et que, pour ce faire, il a besoin que l'AIEQ puisse continuer à remplir sa mission
- Demandons au MRIF de reconsidérer sa décision de ne plus soutenir l'AIEQ et, au contraire, de s'engager à lui accorder pour une période minimale de trois ans un soutien financier au moins équivalent à celui qu'il s'était engagé à lui accorder en juillet 2024.

1878 signatures récoltées en date du 4 juin 2026

Articles parus dans les médias



La fin de l'AIEQ ou le règne de la bêtise

Il est rare qu'une décision gouvernementale affiche autant de mépris pour le bon sens le plus élémentaire.

Gérard Bouchard

<https://www.ledevoir.com/opinion/idees/986321/fin-aieq-ou-regne-betise?>

Ainsi, quelques illuminés de la [Coalition avenir Québec](#) ont conclu que l'État du Québec ne pouvait pas s'offrir le luxe d'investir de 250 000 à 300 000 \$ annuellement dans un organisme remarquable qui a fait ses preuves au cours des 25-30 dernières années. [Cette décision](#) a semé d'abord l'incrédulité, puis la consternation.

Les fossoyeurs ont ignoré le large chœur de protestations qui a suivi en provenance de [cinq anciens ministres des Relations internationales](#), de phares de notre sphère culturelle et d'autorités universitaires, de représentants d'une douzaine de pays, sans compter le menu fretin de chercheurs expérimentés et d'étudiants.

Même la Société royale est intervenue. Rien n'y fit. Il est rare d'observer au Québec une telle unanimité autour d'une cause. Il est rare également qu'une décision gouvernementale affiche autant de mépris pour le bon sens le plus élémentaire.

De quoi s'agit-il au juste ? L'Association internationale des études québécoises (AIEQ), créée il y a près d'une trentaine d'années, appuyait le déplacement de nos scientifiques et de nos artistes pour les aider à présenter à l'étranger leurs travaux ou leurs œuvres. Je vais restreindre mon plaidoyer à la recherche, domaine que je connais bien.

Des jeunes — et des moins jeunes — pouvaient ainsi participer à des rencontres dans différents pays. Les scientifiques étrangers prenaient intérêt à notre société et y faisaient place dans leur enseignement, donnant ainsi l'occasion à des jeunes de choisir notre société comme sujet de recherche.

Le Québec pouvait aussi bénéficier d'un large écho dans les colloques auxquels ces scientifiques participaient dans leur pays et ailleurs — on parle ici d'un réseau d'un millier de spécialistes partout dans le monde. Des publications s'ensuivaient, des traductions de travaux québécois (le Japon servant ici d'exemple), tout cela donnant souvent lieu à des ententes de collaboration. Enfin, nos scientifiques recevaient des invitations à faire des tournées de conférences sur le Québec. À noter : tous les acteurs évoqués ici œuvraient bénévolement.

Il s'ensuivait d'immenses retombées pour le Québec en matière de rayonnement international, de diplomatie, de prestige, de réseautage et d'enrichissement, soit un effet multiplicateur assez spectaculaire. Cependant, un gouvernement bien connu pour

l'habitude qu'il a de consacrer à la légère des sommes faramineuses à gauche et à droite s'affiche tout à coup comme un comptable extrêmement pointilleux, sans même se donner le mal d'évaluer sérieusement la pertinence et les retombées de sa décision.

Cela, en dépit d'une démonstration chiffrée de la « rentabilité » de l'organisme qui a été présentée. Honte à ces gestionnaires bornés qui démontrent ici un profond mépris pour la science et la culture québécoises.

Prions — je dis bien prions — pour que le 5 octobre prochain, ils soient invités à laisser la place à d'autres qui, montrant plus de jugement et de clairvoyance, voudront nettoyer ce gâchis.

Une nouvelle enveloppe pour le « rayonnement du Québec » à l'international

Québec maintient toutefois sa décision de cesser le financement de l'Association internationale des études québécoises

François Carabin, *Le Devoir*

<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/983510/nouvelle-enveloppe-rayonnement-quebec-international>

28 mai 2026

Devant la grogne générée par la disparition imminente de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), le gouvernement de [Christine Fréchette](#) consent à constituer une nouvelle enveloppe pour faire rayonner les activités de recherche québécoises à l'étranger.

Le ministre des Relations internationales, Christopher Skeete, a indiqué au *Devoir* qu'il comptait consacrer 250 000 \$ annuellement pour « que le Québec continue de faire connaître son expertise, ses chercheurs et ses institutions à travers le monde, tout en mettant en valeur la nation québécoise, sa langue, sa culture et ses valeurs ».

L'AIEQ, cet organisme visant à « favoriser le rayonnement international du Québec », mais qui est [menacé de disparition](#), ne retrouvera pas pour autant son financement du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF). Les crédits supplémentaires débloqués par le ministre Skeete seront plutôt disséminés dans les délégations étrangères du Québec, qui se chargeront elles-mêmes d'effectuer des activités de « diplomatie scientifique ».

« Dans un contexte international en pleine transformation, où notre réseau de représentations à l'étranger s'est considérablement renforcé, nous avons choisi de rapatrier ces sommes afin de permettre à nos délégations de soutenir directement les universitaires et scientifiques québécois dans leurs activités de rayonnement international, en cohérence avec les priorités de la diplomatie d'influence du Québec », a affirmé Christopher Skeete dans une déclaration écrite transmise au *Devoir*.

Les détails de cette nouvelle enveloppe récurrente seront annoncés vers la fin du mois de juin.

L'AIEQ au bord du gouffre

Depuis dix ans et jusqu'à ce printemps, l'AIEQ a bénéficié annuellement de subventions allant de 135 000 \$ à 250 000 \$ du MRIF. L'organisme, qui compte quelque 500 membres chercheurs, pouvait utiliser ces fonds pour organiser des tournées d'auteurs et de réalisateurs québécois, donner des livres portant sur le Québec à travers le monde et soutenir des initiatives de francisation à l'étranger, notamment.

Or, à la mi-avril, l'organisme a appris que le ministère s'apprêtait à résilier sa convention d'aide financière, laquelle devait prendre fin l'an prochain. Ses locaux de la colline Parlementaire, prêtés par le gouvernement, devront être cédés la semaine prochaine. Au même moment, sa directrice générale, en prêt de service, devra réintégrer ses fonctions dans la fonction publique.

Le mois dernier, Christopher Skeete a justifié sa décision en disant qu'il agissait « dans une logique d'efficacité de l'État et de responsabilité envers l'argent des Québécois ». Ses équipes estiment entre autres que l'AIEQ aurait pu faire un meilleur usage des 250 000 \$ dont elle disposait en 2024-2025 — une partie du budget ayant servi à payer le salaire d'un nouvel employé « à équivalent temps complet ».

« Réflexions nichées »

Jeudi, en commission parlementaire d'étude des crédits budgétaires, l'élu péquiste Pascal Paradis a tenté de savoir « sur quelle base » Christopher Skeete avait pris sa décision.

« Vous dites que vous allez faire mieux en envoyant cet argent-là dans l'appareil, alors que, depuis 30 ans, l'appareil vous dit que ça marche, l'AIEQ ? » a-t-il demandé.

Pressé par le député Paradis, le ministre Skeete n'a pas été en mesure de fournir un rapport du MRIF justifiant sa décision de cesser le financement. Il a toutefois jeté des doutes sur certaines activités auxquelles avait participé l'organisation dans les dernières années.

« Des symposiums sur “la queerisation de l'espace nordique”, je ne pense pas que c'est prioritaire pour le ministère », a-t-il affirmé, décrivant certains travaux de l'AIEQ comme des « réflexions nichées ».

Face à lui, Pascal Paradis s'est étonné que le gouvernement prenne « une décision parce [qu'il n'aime] pas que, dans certaines conférences, on ait abordé des enjeux de diversité sexuelle et de genre ».

« Personne n'a dit que les sujets étaient la source derrière la décision, a rétorqué M. Skeete. Ce que j'ai dit très clairement, c'est que ce n'est pas prioritaire pour le ministère ».

Depuis qu'elle est menacée de mettre la clé sous la porte, l'AIEQ a reçu le soutien d'une panoplie de chercheurs et de politiciens. Il y a un mois, [cinq anciens ministres des Relations internationales](#) ont écrit à la première ministre Christine Fréchette pour la prier de reculer. Le sociologue Gérard Bouchard fait aussi partie de ceux qui ont lancé [un cri du cœur](#) pour voler au secours de l'organisme.

Soutien de Christian Guay-Poliquin, écrivain

Via sa page Facebook

2 juin 2026

En 2018, j'avais pris l'initiative de publier une lettre cosignée par une vingtaine d'autrices et d'auteurs afin de soutenir l'AIEQ (l'Association Internationale des Études Québécoises), alors visée par d'importantes coupes du gouvernement Couillard. Cela, et plusieurs autres actions, avaient permis de sauver les meubles.

Mais aucune bataille n'est jamais définitivement gagnée.

Aujourd'hui, c'est au tour du ministre Skeete du gouvernement Fréchette de vouloir supprimer l'AIEQ. Je souligne donc l'importance de la lettre de Pascal Brissette parue dans *Le Devoir** aujourd'hui, cosignée par 65 professionnel.les du milieu littéraire québécois.

Je le répète, l'AIEQ est essentielle pour le rayonnement des œuvres et des études québécoises à l'international. Elle forme un réseau qui compte plus de 3000 partenaires répartis dans 80 pays et plusieurs d'entre nous, écrivain.es et chercheurs.euses, ont pu bénéficier de cet important tremplin hors frontières.

Au nom de la force et de la vitalité de la littérature d'ici, nous invitons le ministre et la première ministre à revoir rapidement leur position.
Solidairement,

Christian Guay-Poliquin

« **Le gouvernement Fréchette ouvre la voie au favoritisme** », *Le Devoir*, 2 juin 2026, lettre de Pascal Brissette cosignée par 65 professionnel.les du milieu littéraire québécois : <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/984548/gouvernement-frechette-ouvre-voie-favoritisme?>

Non à l'asphyxie culturelle et scientifique

Éditorial paru dans *Le Devoir*, 2 juin 2026

<https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/984527/non-asphyxie-culturelle-scientifique?>

Alain Desruisseaux

L'auteur est diplômé en sciences politiques et récemment retraité de la fonction publique fédérale, où il a travaillé dans le domaine des politiques publiques

On nous oppose aujourd'hui la rigueur budgétaire comme un dogme indiscutable, bien qu'il ne soit jamais à l'abri de l'électoralisme primaire. On sabre, on coupe, on sacrifie l'intelligence et la création sur l'autel de la rentabilité à court terme. Quelle tragique cécité!

Que nos dirigeants se le tiennent pour dit : une nation sans industrie n'est que faiblesse, mais une nation sans lettres ni arts n'a aucune grandeur. Allons plus loin : une nation sans science est condamnée à l'insignifiance et à la dépendance. Vouloir économiser sur la culture et la recherche, c'est couper les racines de l'arbre pour le forcer à grandir.

C'est un suicide civilisationnel. Regardez le Québec, ce bastion francophone d'Amérique. Sa survie et sa vigueur n'ont jamais dépendu de la seule force de ses bras ni de l'abondance de ses matières premières. Notre puissance réside d'abord et avant tout dans notre audace créative et dans notre génie intellectuel.

Les lettres, les arts et la science forment les trois piliers indissociables de notre épanouissement collectif. La science éclaire notre avenir, les arts traduisent notre sensibilité, et les lettres cimentent notre mémoire. Sans ce triptyque, il n'y a plus de société pensante, il n'y a qu'un réservoir de main d'œuvre docile.

Avant-garde

C'est ici qu'éclate la valeur cruciale de l'Association internationale des études sur le Québec, désormais privée de financement public et tristement menacée de disparition. Le réseau qu'elle a participé à bâtir n'est pas un luxe pour universitaires déconnectés, comme aimeraient le croire les comptables de l'état.

C'est l'avant-garde de notre diplomatie culturelle et scientifique. En étudiant notre littérature, nos innovations et notre modèle de société aux quatre coins du globe, ces chercheurs internationaux transforment nos œuvres en ambassadeurs de premier plan.

Les exemples de cette symbiose entre notre génie et son écho mondial sont pourtant éclatants. C'est grâce à ces réseaux de passeurs culturels que le théâtre de Robert Lepage et de Wajdi Mouawad émeut les publics de Paris à Tokyo, ce qui génère des retombées majeures pour nos créateurs. C'est par l'étude internationale de notre structure sociale et de notre imaginaire que le cinéma de Denis Villeneuve ou de Xavier Dolan est analysé

La fin de l'Association internationale des études québécoises : un signal inquiétant

Article paru dans *The Conversation*, le 21 mai 2026

<https://theconversation.com/la-fin-de-lassociation-internationale-des-etudes-quebecoises-un-signal-inquietant-281695>

Christophe Premat

L'auteur est professeur à l'Université de Stockholm et directeur du Centre d'Études canadiennes qui a développé une stratégie de promotion des études québécoises pour la période 2026-2028. Il est aussi co-rédacteur en chef de la *Revue Nordique des Études Francophones*.

La fermeture annoncée de l'Association internationale des études québécoises(AIEQ) ne signifie pas seulement la disparition d'une organisation parmi d'autres. Elle oblige à réfléchir aux conditions concrètes qui rendent possible la circulation internationale des savoirs sur le Québec.

Dans l'espace académique contemporain, les idées, les corpus et les débats ne circulent pas spontanément. Leur diffusion dépend d'infrastructures souvent invisibles, faites de financements, de réseaux, de dispositifs de médiation et d'acteurs capables de les faire vivre. L'AIEQ a longtemps occupé cette position d'interface, à la fois discrète et structurante. Or, l'association est aujourd'hui menacée de fermeture à la suite du retrait du financement accordé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) du Québec, son principal soutien institutionnel.

Selon les justifications avancées par le gouvernement québécois, cette décision s'inscrirait dans une réorientation des priorités budgétaires et diplomatiques de la province, ainsi que dans une volonté de recentrer les interventions publiques sur des programmes jugés plus directement alignés avec les objectifs économiques et stratégiques du Québec.

Pour plusieurs acteurs du milieu universitaire et culturel, cette suppression de financement fragilise toutefois un instrument essentiel de diplomatie culturelle et scientifique, qui contribuait depuis près de trente ans au rayonnement international du Québec et des études québécoises.

Faire exister un objet d'étude à l'international

Créée en 1997 à l'initiative d'universitaires et d'institutions québécoises, avec le soutien du gouvernement du Québec, l'AIEQ vise à structurer et internationaliser le champ des études québécoises. Son financement repose principalement sur l'appui du gouvernement du Québec, notamment par l'intermédiaire du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), ainsi que sur des partenariats universitaires et scientifiques. Si le Québec constitue depuis longtemps un objet d'analyse pour les historiens, sociologues ou littéraires, sa reconnaissance internationale reste alors inégale et largement dépendante d'initiatives individuelles.

Être « québécois », c'est souvent travailler depuis l'extérieur du Québec, que ce soit en Europe, en Amérique latine ou en Asie, sur sa littérature, son histoire, sa vie politique ou ses transformations sociales. C'est aussi, plus largement, participer à la construction d'un espace transnational de production et de circulation des savoirs sur le Québec.

Cet espace se construit d'autant plus difficilement que le Québec ne bénéficie pas, sur la scène académique mondiale, de la centralité d'autres espaces nationaux. L'un des apports essentiels de l'AIEQ a précisément été de contribuer à faire exister ce champ en reliant entre eux des chercheurs dispersés.

En tant que chercheur français en études canadiennes, je m'intéresse à la circulation des savoirs et des littératures francophones, une dynamique qui participe à la compétition de ce que l'on appelle les *soft powers*, c'est-à-dire les formes d'influence culturelle, intellectuelle et linguistique qu'un État ou un espace francophone exerce à l'international sans recourir à la contrainte politique ou militaire.

Des réalisations concrètes, au cœur des trajectoires scientifiques

Pour mesurer ce rôle, il faut descendre au niveau des pratiques. Les dispositifs de soutien à la mobilité, à l'organisation d'événements scientifiques ou au développement de réseaux de recherche jouent un rôle structurant dans les parcours académiques. Ils permettent aux chercheurs et aux étudiants d'accéder à des ressources, d'intégrer des communautés scientifiques internationales et de développer des collaborations durables.

Ces initiatives favorisent également la circulation des savoirs et la visibilité des études québécoises et francophones dans différents espaces universitaires. En soutenant colloques, séjours de recherche, publications collectives ou partenariats institutionnels, elles contribuent à inscrire ces objets d'étude dans des dynamiques internationales de recherche et d'enseignement.

Dans un autre registre, les tournées d'écrivains québécois soutenues par l'AIEQ permettent à des publics étrangers de découvrir des œuvres souvent peu diffusées hors du Québec. Lorsqu'un chercheur est invité dans plusieurs universités européennes, ces rencontres ne relèvent pas uniquement de la médiation culturelle : elles alimentent directement les recherches, nourrissent les enseignements et suscitent de nouveaux projets scientifiques.

Ces exemples, parmi d'autres, illustrent une réalité fondamentale : l'AIEQ n'est pas seulement un bailleur de fonds ponctuel. Elle intervient au cœur des trajectoires scientifiques, en facilitant des rencontres, en ouvrant des accès et en rendant possibles des projets qui, autrement, resteraient à l'état d'intention.

Une économie des échanges savants

Pour comprendre pleinement ce rôle, il est utile de mobiliser les outils de la sociologie des champs intellectuels, notamment ceux développés par le sociologue français Pierre

Bourdieu. Dans cette perspective, la production des savoirs ne peut être dissociée des conditions sociales de leur circulation. Les idées ne s'imposent pas uniquement par leur contenu, mais aussi par les réseaux qui les portent, les institutions qui les légitiment et les ressources qui permettent leur diffusion.

Dans cette perspective, l'AIEQ peut être envisagée comme un acteur de cette « économie des échanges savants ». Elle contribue à distribuer des ressources – financières, symboliques, relationnelles – qui permettent à certains objets, ici le Québec, de circuler dans l'espace académique international. Elle participe également à la constitution d'un capital collectif pour les chercheurs qui s'y rattachent, en leur offrant des occasions de visibilité et de reconnaissance.

Dans cette perspective, la notion de québécoïsme prend un sens particulier. Elle ne renvoie pas seulement à un objet d'étude, mais à une position dans un espace de relations. Être québécois, c'est occuper une place dans un réseau, bénéficier de certaines ressources, mais aussi contribuer à leur reproduction en participant à des projets collectifs, en organisant des événements ou en formant de nouveaux chercheurs.

Une diplomatie culturelle sans appareil étatique direct

L'action de l'AIEQ déborde le strict cadre académique. En soutenant la diffusion internationale de la culture québécoise, elle participe à une forme de diplomatie culturelle qui ne passe pas exclusivement par les canaux étatiques traditionnels. Elle met en relation des institutions, des chercheurs et des publics, et favorise des circulations qui échappent en partie aux logiques strictement politiques.

Cette dimension est particulièrement visible dans les contextes où le Québec est peu présent dans les programmes universitaires. Dans certaines universités d'Europe centrale ou d'Asie, les études québécoises existent grâce à l'engagement de quelques individus et au soutien ponctuel d'organisations comme l'AIEQ. Sans ces relais, la présence du Québec dans ces espaces académiques serait beaucoup plus fragile, voire inexistante.

La culture et les savoirs ne se diffusent pas d'eux-mêmes : ils reposent sur des réseaux, des institutions et des soutiens dédiés.

Une fragilité structurelle

Comme beaucoup d'infrastructures de ce type, l'AIEQ repose sur un équilibre précaire. Sa capacité d'action dépend de financements publics limités et de l'engagement d'un réseau de partenaires dispersés. Cette fragilité n'est pas exceptionnelle : elle caractérise plus largement les dispositifs qui soutiennent les sciences humaines et sociales, en particulier lorsqu'ils opèrent à l'échelle internationale.

La disparition de l'AIEQ ne signifie pas la fin des études québécoises. Les chercheurs continueront à travailler, à publier et à enseigner. Mais les conditions dans lesquelles ces activités se déploient seront modifiées. Les occasions de rencontre se raréfieront, les projets

collectifs seront plus difficiles à mettre en place, et certains espaces académiques pourraient progressivement se détourner d'un objet devenu plus difficile d'accès.

Ce que révèle la disparition d'une infrastructure

Au-delà du cas particulier de l'AIEQ, c'est la question de la circulation des savoirs qui se trouve posée. Dans un monde académique qui valorise fortement l'internationalisation, les conditions matérielles et institutionnelles de cette internationalisation restent souvent sous-estimées.

L'exemple des études québécoises montre que cette circulation dépend d'acteurs intermédiaires capables de relier des espaces, de coordonner des initiatives et de soutenir des trajectoires. Lorsque ces acteurs disparaissent, ce ne sont pas seulement des structures administratives qui s'éteignent, mais des réseaux, des habitudes de collaboration et des formes de présence intellectuelle.

En ce sens, la fermeture de l'AIEQ ne constitue pas uniquement un événement institutionnel. Elle invite à prendre au sérieux ces infrastructures discrètes qui, sans produire directement des connaissances, en rendent la circulation possible. Et elle rappelle que la visibilité internationale d'un objet d'étude, loin d'être acquise, repose sur un travail collectif, patient et toujours fragile.

dans les plus grandes universités, ce qui ouvre la voie au financement et à la reconnaissance de nos industries visuelles.

Sur le plan scientifique, l'excellence québécoise en intelligence artificielle, portée par des figures comme Yoshua Bengio, ou nos percées en biotechnologies ne rayonnent pas dans le vide. Elles s'appuient sur des maillages universitaires internationaux qui attirent ici les meilleurs talents et les investissements technologiques mondiaux.

Attractivité

Lorsque l'œuvre littéraire de Michel Tremblay ou d'Hubert Aquin est traduite, décortiquée et enseignée en Allemagne ou au Brésil, c'est l'ensemble de la marque Québec qui gagne en prestige, en attractivité touristique et en crédibilité économique.

Ceux qui opposent encore la richesse matérielle à la vitalité intellectuelle n'ont rien compris aux rouages de notre temps. L'économie moderne est celle du savoir et de l'innovation. Faire rayonner nos lettres, nos arts et nos avancées scientifiques à l'étranger n'est pas une dépense superflue : c'est le meilleur investissement pour notre avenir.

N'en déplaise aux technocrates du chiffre pur : la grandeur d'un peuple ne se calcule pas dans une colonne de pertes et profits, elle s'impose par la force de l'esprit. Financer la culture, la science et les réseaux qui les portent à l'étranger n'est pas un choix, c'est un devoir d'État.

En réduisant nos budgets culturels et scientifiques, nous orchestrons notre propre effacement. Refusons l'anonymat global. Exigeons collectivement que le Québec reste grand, savant et fier.

Un dur coup porté aux études québécoises

Article publié sur le site *En Retrait* qui réunit des journalistes : <https://en-retrait.com/un-dur-coup-porte-aux-etudes-quebecoises/>

Robert Verreault

L'auteur est un ancien journaliste à la rédaction à Radio-Canada International et chef de pupitre à la salle des nouvelles radio de Radio-Canada

Depuis bientôt trente ans, l'Association internationale des études québécoises travaille à mieux faire connaître le Québec un peu partout dans le monde : soutien à des activités de recherche universitaire comme des cours et des colloques, organisation de tournées d'auteurs, de réalisateurs, bourses d'études et de stages ... En favorisant la collaboration entre professeurs, chercheurs et étudiants, l'AIEQ a permis au fil des ans de créer un réseau d'environ 1000 spécialistes des études sur le Québec et ce, dans une quarantaine de pays. Fait à souligner, les professeurs et chercheurs qui s'engagent au sein de l'AIEQ le font bénévolement. Aussi, lorsque le ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Christopher Skeete, a annoncé qu'il mettait fin sans tarder au financement de l'Association, la nouvelle a-t-elle été accueillie avec consternation. Non seulement parce qu'elle signifie tout bonnement la fin des activités de l'AIEQ mais aussi parce qu'elle soulève des questions cruciales comme l'indépendance des chercheurs face au politique.

Une décision qui ne passe pas

Le ministre Skeete estime que les activités de l'Association peuvent fort bien être assumées par les délégations du Québec. Il projette de transférer les crédits de 250,000\$ prévus pour l'AIEQ et de les disséminer dans les 34 représentations que compte la province à travers le monde^[1], (ce qui se traduirait par un peu plus de 7,000\$ par représentation). Cette décision a été immédiatement condamnée non seulement au Québec mais ailleurs au Canada et dans de nombreux pays. Ce sont d'abord cinq anciens ministres des Relations internationales, libéraux et péquistes, qui ont uni leurs voix pour s'adresser directement à la première ministre Fréchette et la prier de renverser la décision de son ministre^[2]. Ils réfutent l'argument de Christopher Skeete selon lequel les représentations du Québec à l'étranger peuvent prendre le relais. Pour eux, « cette vision témoigne d'une incompréhension profonde du rôle réel de l'Association et, plus largement, des mécanismes de la diplomatie d'influence ».

Le PLQ estime pour sa part que cette décision nuit directement à la réputation du Québec et y voit la perte d'un outil diplomatique historique. Du côté du Parti québécois, le porte-parole en la matière, le député Pascal Paradis, affirme qu'elle traduit une vision réductrice de la place du Québec dans la Francophonie et dans le monde. Mais les réactions ne se sont pas limitées au milieu politique, loin de là.

Une décision brutale et incompréhensible

Dans une lettre ouverte à la première ministre Fréchette, le sociologue et écrivain Gérard Bouchard insiste pour sa part sur les immenses profits que le Québec retire des activités de l'agence et met en garde contre les graves conséquences que sa disparition risque d'entraîner pour le milieu culturel québécois^[3]. L'écrivain Pierre Nepveu exprime de son côté sa tristesse et son incrédulité et parle même d'une catastrophe pour les études québécoises. Il insiste lui aussi sur l'apport de l'AIEQ à la diffusion de la culture québécoise. Savez-vous, demande-t-il à la première ministre, qu'au Japon « dans des dizaines d'universités, des centaines de chercheurs enseignent et font rayonner le Québec, sa culture, sa société, au sein de l'Association japonaise des études québécoises ? » Très souvent, ajoute-t-il, l'AIEQ est leur porte d'accueil^[4].

De leur côté, la Société royale du Canada et les milieux de la recherche universitaire ont fait front commun pour réclamer le maintien de l'Association. À l'instigation du président sortant de la Société royale, le professeur Alain-G. Gagnon de l'UQAM, une déclaration commune comptant les noms d'une cinquantaine d'acteurs importants du milieu a été signée en marge du congrès de l'ACFAS. Baptisé « Déclaration de Trois-Rivières », ce manifeste enjoint au ministère des Relations internationales et de la Francophonie de revenir sur cette décision perçue comme brutale et incompréhensible. Parmi les signataires, outre la présidente en exercice de la Société royale du Canada, des chercheurs des grandes universités québécoises et canadiennes : McGill, Sherbrooke, Montréal, UQAM, UQTR et Laval, Toronto, Moncton...

À ces voix se sont ajoutées, depuis, celles de chercheurs universitaires de la Suisse, des États-Unis, du Mexique, du Brésil, de la France, de la Suède, de l'Inde, de l'Irlande et de l'Italie. Et cette liste n'est pas exhaustive.

Des justifications fort mal accueillies

Devant tant de protestations, le ministre Skeete ne pouvait qu'être amené à justifier sa décision. Lors de l'étude des crédits, il a évoqué notamment des « enjeux de gouvernance » affirmant que l'AIEQ n'était pas en mesure de démontrer l'impact de sa mission. Faux! rétorque le vice-président de l'Association, Martin Pâquet. À la suite d'une rencontre avec le ministre, l'AIEQ a préparé puis remis un rapport détaillant « dans une logique comptable » la contribution des partenaires et des membres bénévoles. Il ajoute que l'ensemble des données financières, organisationnelles, politiques et scientifiques démontre que l'Association représente un investissement stratégique unique pour le Québec.

Le vice-président de l'Association s'insurge également contre les allégations du ministre faisant état « d'écarts de rigueur inquiétants » sans étayer ses affirmations. Il ajoute que l'AIEQ publie chaque année des rapports sur ses activités et des états financiers validés par des experts comptables et adoptés, après examen, par son conseil d'administration. D'autres propos tenus par le ministre ont également soulevé des inquiétudes. En réponse à une question du député Paradis, il a cité un colloque portant sur l'imaginaire des sexes,

des genres et des sexualités dans les productions littéraires qui s'est tenu en Suède. Parlant de productions « nichées » et « plus académiques », il a déclaré : « Je ne pense pas que ce soit prioritaire pour le ministère. »

Dans leur lettre, les cinq ex-ministres des Relations internationales soulignent que c'est l'indépendance de l'AIEQ qui fait sa force et sa crédibilité. C'est précisément cette indépendance que l'on craint de voir sapée en même temps que l'AIEQ. « Ce qui est mis à mal, peut-on lire dans la Déclaration de Trois-Rivières, c'est le Québec à la fois comme sujet politique et comme objet d'étude alors que les nations minoritaires sont menacées d'effacement et que leur espace de liberté se rétrécit sans cesse. » Et comme pour faire écho à ces propos, le journaliste et écrivain Michel Jean affirme quant à lui : « En coupant les ailes d'un acteur important pour la diffusion de la culture québécoise c'est comme si le Québec renonce à croire en lui-même.

^[1] Le Québec compte en tout 8 délégations générales, 11 délégations, 9 bureaux et 4 antennes à l'étranger. À cela s'ajoutent des représentations dans 2 forums internationaux.

^[2] Ces ministres sont Sylvain Simard, Louise Beaudoin, Pierre Arcand, Jean-François Lisée et Christine St-Pierre.

^[3] Le Devoir, 12 mai 2026.

^[4] Le Devoir, 6 mai 2026.

**Motion présentée à l'Assemblée nationale du Québec
le 7 mai 2026**



Motion déposée conjointement par les députés porte-paroles des oppositions officielles Monsieur Pascal Paradis (PQ), Jean-Talon, Madame Désirée McGraw (PLQ), Notre-Dame-de-Grâce, Monsieur Andrés Fontecilla (QS), Laurier-Dorion,

Accompagnés de Monsieur Vincent Marissal, député de Rosemont, et Madame Isabelle Poulet, députée de Laporte (indépendants)

Cette motion a été prononcée à l'Assemblée nationale du Québec le 7 mai 2026 par Monsieur Pascal Paradis :

« Que l'Assemblée nationale reconnaisse l'importance de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ) et sa contribution au rayonnement culturel, scientifique et académique du Québec et à la vitalité de la langue française au Québec et partout dans le monde ;

« Qu'elle prenne acte que cinq anciens ministres des Relations internationales de différents partis ont demandé au ministre des Relations internationales de renoncer à sa décision de mettre fin au financement de l'Association internationale des études québécoises;

« Qu'elle demande au gouvernement de revenir sur sa décision et de rétablir le financement de l'AIEQ ».

Cette motion a été suivie d'un point de presse de Monsieur Pascal Paradis :

<https://www.assnat.qc.ca/fr/actualites-salle-presse/conferences-points-presse/ConferencePointPresse-104627.html>

L'AIEQ dans les médias

Pascal Brissette, Plaidoyer pour l'Association internationale des études québécoises. Pourquoi se priver de ce puissant levier de diplomatie culturelle ?

<https://www.lapresse.ca/dialogue/opinions/2026-05-09/plaidoyer-pour-l-association-internationale-des-etudes-quebecoises/pourquoi-se-priver-de-ce-puissant-levier-de-diplomatie-culturelle.php>

(lettre d'opinion publiée le 9 mai 2026 dans La Presse)

Christophe Premat, La fin de l'Association internationale des études québécoises : un signal inquiétant.

<https://theconversation.com/la-fin-de-l-association-internationale-des-etudes-quebecoises-un-signal-inquietant-281695>

(article publié dans The Conversation, le 21 mai 2026)

Yves Bourassa, Cri d'alarme pour sauver l'Association internationale des études québécoises

<https://www.journaldesherbrooke.com/2026/05/20/cri-dalarme-pour-sauver-l-association-internationale-des-etudes-quebecoises/>

(chronique publiée le 20 mai 2026 dans le Journal de Sherbrooke)

Déclaration de Trois-Rivières – en vue de sauver l'AIEQ de sa disparition – et communiqué de presse

<https://www.newswire.ca/fr/news-releases/nouvelle-offensive-pour-empêcher-la-disparition-de-l-association-internationale-des-etudes-quebecoises-aieq--872884019.html>

(Diffusée le 19 mai 2026 par Canada NewsWire CNW)

Gérard Bouchard, Il faut sauver l'AIEQ.

<https://www.ledevoir.com/opinion/lettres/979448/il-faut-sauver-aieq?>

(lettre d'opinion publiée le 12 mai dans Le Devoir)

Claudia Larochelle à l'émission Il reste toujours la culture, a plaidé en faveur de l'AIEQ dans sa chronique littéraire.

<https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/il-restera-toujours-culture/episodes/1099345/lundi-11-mai-2026-lentrevue-avec-lactrice-marilyse-bourke-et-lessai-pardonne-a-nos-meres>

(Radio-Canada Ohdio, 11 mai 2026)

Cinq ex-ministres veulent que l'Association internationale des études québécoises soit sauvée.

<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/976499/cinq-ex-ministres-veulent-association-internationale-etudes-quebecoises-soit-sauvee?>

(publié le 30 avril 2026 dans Le Devoir)



Pourquoi priver le Québec d'un rayonnement à l'international.

<https://www.lapresse.ca/dialogue/opinions/2026-04-29/fin-du-financement-a-l-association-internationale-d-etudes-quebecoises-aieq/pourquoi-priver-le-quebec-d-un-rayonnement-a-l-international.php>
(lettre ouverte des cinq anciens ministres des Relations Francophonie, publiée le 29 avril dans La Presse)

L'AIEQ, un moteur essentiel pour la reconnaissance internationale du Québec.

<https://www.ledevoir.com/opinion/lettres/975764/aieq-moteur-essentiel-reconnaissance-internationale-quebec?>
(lettre d'opinion publié le 29 avril dans Le Devoir)

Pourquoi nuire au rayonnement international des études québécoises ?

<https://www.lesoleil.com/opinions/point-de-vue/2026/04/28/pourquoi-nuire-au-rayonnement-international-des-etudes-quebecoises-Y24LXGSIDVF4NJOIBBPZNTN6NE/> (lettre ouverte des membres du conseil d'administration de l'AIEQ paru le 28 avril dans le journal Le Soleil)

Le gouvernement Fréchette se défend de couper dans la promotion du Québec à l'étranger.

<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/974552/gouvernement-frechette-defend-couper-promotion-quebec-etranger?>
(article publié le 23 avril dans Le Devoir)

Le rayonnement du Québec sapé par le gouvernement.

<https://lactualite.com/politique/le-rayonnement-du-quebec-sape-par-le-gouvernement/>
(article publié dans Actualité le 12 mars 2026)

Couper les ailes.

<https://www.lapresse.ca/arts/chroniques/2026-03-07/association-internationale-des-etudes-quebecoises/couper-les-ailes.php>
(chronique apparue le 7 mars 2026 dans La Presse)

Coup dur pour les études québécoises.

<https://lactualite.com/societe/coup-dur-pour-les-etudes-quebecoises/>
(article publié dans la revue Actualité le 24 février 2026)





ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES QUÉBÉCOISES

900, boulevard René-Lévesque Est, bureau 830

Québec (Québec), Canada G1R 2B5

Téléphone : (418) 528-7560

Télécopieur : (418) 528-7558

www.aieq.qc.ca

accueil@aieq.qc.ca

PERSONNE RESSOURCE

Martin Pâquet

Vice-président aux affaires administratives et secrétaire-trésorier

martin.paquet@hst.ulaval.ca